

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 23 juin 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°662 ■

ACCIDENT AU STADE
DU 5 JUILLET
**Le Président
Tebboune ordonne
une enquête**

P 16

LA 56^e EDITION S'OUVRE AUJOURD'HUI À ALGER

FIA 2025: une vitrine de l'économie nationale

C'est aujourd'hui que s'ouvre officiellement la 56^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX), avec la participation de centaines d'entreprises nationales et étrangères opérant dans de nombreux secteurs. P 3



MODERNISATION DES
TRANSPORTS
**L'aérien et le maritime
au cœur des priorités
de l'État**

Dans une dynamique de transformation profonde de ses infrastructures et de ses services, l'Algérie place le secteur des transports au cœur de sa stratégie de développement national. Porté par une volonté politique affirmée, notamment celle du président de la République Abdelmadjid Tebboune, le transport aérien et maritime connaît un véritable élan de modernisation et d'expansion.

P 2

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
**L'université
algérienne en
marche vers
l'excellence
mondiale**

C'est un tournant historique pour l'enseignement supérieur algérien. Portée par une réforme d'envergure et une volonté politique affichée, l'université du pays affirme sa présence sur la scène académique internationale. Pour la première fois, six établissements algériens se hissent dans le prestigieux classement U.S. News Best Global Universities 2025, un signe fort du retour de l'Algérie dans la course mondiale de l'excellence universitaire.

P 3

INDUSTRIE DU
PNEUMATIQUE
**Un projet structurant
de 50 milliards de
DA lancé à Oran**

C'est un projet industriel d'envergure continentale qui prend forme dans la wilaya d'Oran. Avec un investissement colossal de 50 milliards de dinars, la société El Hadj Larbi Industrie (SHLI) a lancé la seconde phase de construction de ce projet qui s'annonce comme l'une des plus grandes usines de fabrication de pneus en Afrique. Une infrastructure stratégique qui ambitionne de transformer le paysage de l'industrie automobile algérienne et de renforcer l'autonomie industrielle du pays.

P 5

GESTION DES DÉCHETS
**SONATRACH prépare
sa feuille de route
à l'horizon 2030** P 2

APRÈS LES FRAPPES
AMÉRICAINES SUR L'IRAN
**Le pétrole en hausse
et les inquiétudes
persistent** P 3

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE REÇOIT
SON HOMOLOGUE OMANAIS À
ALGER
**Promouvoir
le rythme des partenariats
industriels** P 16

CLASSEMENT SKYTRAX
2025

Turkish Airlines,
meilleure compagnie
aérienne d'Europe

Turkish Airlines, la compagnie aérienne qui dessert le plus de pays, a une fois de plus affirmé son leadership dans le secteur aéronautique en remportant pour la dixième fois le prestigieux prix de la Meilleure compagnie aérienne d'Europe aux Skytrax World Airline Awards 2025. La cérémonie, considérée comme les Oscars de l'industrie aéronautique, s'est tenue au Musée de l'Air et de l'Espace le 17 juin dernier.

Également élue meilleure compagnie aérienne d'Europe du Sud, la compagnie nationale turque a reçu plusieurs autres prix prestigieux. Turkish Airlines a reçu les prix de la meilleure restauration à bord en classe affaires au monde, de la meilleure classe affaires en Europe, de la meilleure classe affaires en Europe du Sud et de la meilleure restauration à bord en classe affaires en Europe, récompensant ainsi l'excellence de son service en cabines premium. La compagnie a également remporté les titres de meilleure classe économique en Europe et de meilleure restauration à bord en classe économique en Europe, soulignant ainsi sa volonté d'offrir une expérience de voyage de haute qualité dans toutes les classes de service. Ces huit distinctions réaffirment une fois de plus la position forte de Turkish Airlines dans le secteur aérien mondial et son leadership dans la région.

Ces récompenses sont décernées sur la base des retours directs de millions de passagers internationaux, ce qui en fait une véritable référence en matière de satisfaction des passagers. La reconnaissance constante de la qualité de service supérieure de Turkish Airlines, de son réseau de vols inégalé et de ses expériences de restauration exceptionnelles en vol, élaborées avec son partenaire de restauration Turkish DO&CO, témoignent de l'engagement indéfectible de la compagnie aérienne envers ses passagers.

MODERNISATION DES TRANSPORTS

L'aérien et le maritime au cœur
des priorités de l'État

Dans une dynamique de transformation profonde de ses infrastructures et de ses services, l'Algérie place le secteur des transports au cœur de sa stratégie de développement national. Porté par une volonté politique affirmée, notamment celle du président de la République Abdelmadjid Tebboune, le transport aérien et maritime connaît un véritable élan de modernisation et d'expansion.

Par M. A.

Le transport aérien algérien poursuit sa montée en puissance, soutenu par un plan de renforcement de la flotte et de diversification des dessertes. La compagnie Air Algérie prévoit la réception de 15 nouveaux avions à partir de septembre 2025, dans le cadre d'accords signés avec Boeing et Airbus. Cette mesure vise à faire d'Alger un hub régional stratégique, en élargissant le réseau international vers l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Parallèlement, l'État a amorcé la création d'une nouvelle compagnie aérienne dédiée au transport domestique, issue du transfert de propriété de Tassili Airlines vers Air Algérie. Une initiative qualifiée de « stratégique » par le ministre des Transports Saïd Sayoud, destinée à répondre aux besoins pressants des habitants des wilayas du Sud, souvent isolées, notamment pour les déplacements médicaux. Le fret aérien n'est pas en reste. Air Algérie Cargo prévoit une croissance de 8 à 12 % en 2025, portée par la demande croissante des opérateurs économiques. En 2024, la compagnie avait déjà enregistré un bond de 32 % de ses volumes de transport, atteignant 29 000 tonnes de marchandises exportées. Des produits pharmaceutiques, agricoles, industriels ou électroniques ont été acheminés vers les

cinq continents. La société prévoit également d'obtenir un certificat d'exploitant aérien (AOC) pour gagner en autonomie stratégique. Pour soutenir ces efforts, le Fonds spécial pour la promotion des exportations prend en charge 50 % des coûts du fret aérien, facilitant ainsi l'accès aux marchés internationaux pour les entreprises algériennes. Le transport maritime s'inscrit lui aussi dans cette dynamique de rénovation. L'ENTMV (Algérie Ferries) a annoncé un programme ambitieux de 320 traversées pour la saison estivale 2025, reliant l'Algérie à la France (200 traversées) et à l'Espagne (120 traversées). Afin de renforcer la flotte, un navire grec géant, le "El. Venizelos", a été affrété. Doté de 12 ponts, d'une capacité de 2 500 passagers et 850 véhicules, et d'un ensemble complet de services modernes, il offre un confort sans précédent. Le ministre des Transports a assuré que « tous les moyens logistiques et humains ont été mobilisés pour offrir un service conforme aux standards internationaux », saluant les efforts d'accueil de la diaspora algérienne. Des tarifs compétitifs et des offres promotionnelles ont été introduits pour faciliter les retours au pays. En parallèle, huit compagnies maritimes opèrent actuellement dans les ports algériens. Une nouvelle ligne maritime entre l'Algérie et l'Italie a même été inau-

gurée pour diversifier l'offre. Sur le plan du transport de marchandises, le navire "Sedrata" a récemment rejoint le port d'Alger après trois ans d'immobilisation en Belgique. Cette opération témoigne de la volonté de l'État de renforcer la flotte commerciale nationale, aujourd'hui composée de 12 navires, et de lever les obstacles à la fluidité du commerce extérieur. Des projets sont en cours pour ouvrir une nouvelle ligne maritime de fret avec la Slovaquie. Le ministère des Transports a également lancé une stratégie de modernisation des ports. Deux ports ont été choisis comme projets pilotes, avant généralisation de ce modèle à l'échelle nationale. Le ministre a insisté sur la nécessité de gérer les infrastructures portuaires selon des normes modernes, avec des groupes de suivi spécialisés et une approche axée sur les résultats. Enfin, dans le domaine de la durabilité, Air Algérie s'est engagée à intégrer progressivement des carburants alternatifs et à réduire l'empreinte carbone de ses opérations, en conformité avec les exigences du protocole international CORSIA. « L'aviation est un facteur d'émission de gaz à effet de serre, mais notre engagement est clair : moderniser tout en respectant l'environnement », a déclaré le ministre Sayoud lors d'une conférence internationale tenue à Alger.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ouverture des plis de l'appel à concurrence pour l'octroi
des licences d'exploitation de la 5G

L'opération d'ouverture des plis de l'appel à concurrence pour l'octroi de trois (3) licences d'établissement et d'exploitation d'un réseau de communications électroniques mobiles de cinquième génération (5G) a été lancée hier à Alger. L'Autorité de régulation de la poste et des commu-

nications électroniques (ARPC) a procédé à l'ouverture des plis des soumissionnaires selon l'ordre chronologique de leur dépôt, en tenant compte de l'heure et de la date de réception de chaque offre. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, avait an-

noncé en avril dernier le lancement des préparatifs pour le déploiement du réseau de téléphonie mobile de cinquième génération en Algérie. M. Zerrouki avait affirmé que cette étape "constituera un saut qualitatif dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information

dans notre pays", ajoutant que la 5G, qui fait partie des technologies avancées, "ouvrira de nouvelles perspectives en matière d'innovation et contribuera au développement de secteurs vitaux comme la santé, l'éducation, le transport, l'énergie et l'industrie".

GESTION DES DÉCHETS

SONATRACH prépare sa feuille de route à l'horizon 2030

Par Selma R.

Dans le cadre de sa politique HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement), le Groupe SONATRACH a organisé hier, au siège de sa Direction Générale, une rencontre-débat consacrée à la gestion des déchets, un enjeu stratégique au cœur de la transition écologique de l'entreprise. Présidée par M. Rachid Hachichi, Président Directeur Général du Groupe, cette rencontre a rassemblé près de 150 cadres et responsables issus des différentes entités de SONATRACH. Objectif : dresser

un diagnostic approfondi des pratiques de gestion des déchets sur l'ensemble du périmètre industriel de l'entreprise, et engager une réflexion collective sur les leviers d'amélioration, d'innovation et de durabilité. Cette initiative s'inscrit dans l'application de la loi n°25-02 du 20 février 2025, portant sur la gestion, le contrôle et l'élimination des déchets. Elle marque également la volonté du Groupe SONATRACH de s'aligner sur ses engagements environnementaux et de contribuer activement à une économie circulaire, en cohérence avec les standards internationaux de responsabilité sociétale.

Selon un communiqué de Sonatrach, les discussions ont porté sur le diagnostic des pratiques actuelles de gestion des déchets au sein des installations de l'entreprise, l'identification des écarts techniques, organisationnels, logistiques et réglementaires, ainsi que le partage des expériences, des bonnes pratiques et des innovations en matière de traitement, de recyclage et de valorisation. À l'issue de cette journée de travail, SONATRACH s'engage à élaborer une feuille de route structurée d'ici 2030 avec plusieurs objectifs prioritaires. Elle visera notamment à réduire les déchets à

la source, optimiser les processus de tri, de collecte, de stockage et d'élimination, tout en développant une approche systémique de valorisation des déchets dans le cadre de l'économie circulaire. Cet événement traduit l'engagement profond et durable de SONATRACH en faveur de la préservation de l'environnement et de la durabilité de ses activités industrielles et réaffirme la volonté de l'Entreprise d'agir concrètement pour une gestion responsable des ressources et des déchets, tout en consolidant sa conformité aux exigences réglementaires nationales et internationales.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA 56^e ÉDITION S’OUVRE AUJOURD’HUI À ALGER

FIA 2025 : une vitrine de l’économie nationale

C’est aujourd’hui que s’ouvre officiellement la 56e édition de la Foire internationale d’Alger (FIA), au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX), avec la participation de centaines d’entreprises nationales et étrangères opérant dans de nombreux secteurs.

Par Sirine R.

Organisé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ce grand rendez-vous économique et commercial, considéré comme une véritable vitrine de l'économie nationale, est placé cette année sous le slogan : « Pour une coopération commune et durable ». À noter que le Sultanat d'Oman est l'invité d'honneur de cette nouvelle édition. Comme à chaque édition, la FIA, qui s'impose comme l'un des événements économiques internationaux majeurs, reflète l'évolution de l'économie nationale et les capacités de production. Elle contribue également à renforcer les échanges commerciaux et professionnels, en offrant un environnement favorable au partenariat et à l'investissement direct étranger dans divers secteurs. Parmi les principaux secteurs économiques représentés figurent les industries agroalimentaires, électriques et électroménagères, mécaniques, sidérurgiques, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics, ainsi que les services. Parallèlement aux expositions, un espace de vente directe sera mis en

place, selon la Société algérienne des foires "Algeria Exhibition" (filiale du groupe SAFEX), organisatrice de l'événement. La FIA, qui se tiendra pendant six jours, vise à mettre en valeur les capacités de production nationales et à promouvoir l'investissement et les échanges dans tous les domaines, afin de dynamiser l'économie nationale et de favoriser les partenariats internationaux. Le choix du Sultanat d'Oman comme invité d'honneur s'explique, en outre, par la dynamique croissante des relations algéro-omanaises, notamment après les récents échanges officiels entre les responsables des deux pays, ayant abouti à la signature de plusieurs accords de coopération et mémorandums d'entente dans divers domaines. En marge de la foire, un Forum d'affaires algéro-omanais se tiendra le mardi 24 juin 2025. Cet événement s'inscrit dans une dynamique diplomatique et économique ascendante, amorcée par la visite du président de la République à Mascate en octobre 2024, et consolidée par celle du sultan Haïtham Ben Tariq à Alger en mai 2025. Ces échanges bilatéraux ont été couronnés par la signature d'accords de

coopération dans des secteurs clés tels que l'industrie, les transports et l'énergie. Le forum constituera une plateforme centrale pour le renforcement des partenariats d'investissement entre les deux pays. D'importants groupes économiques omanais sont attendus, notamment : ASYAD Group, spécialisé dans les services logistiques ; le groupe Omran, actif dans le développement immobilier ; l'Autorité générale des zones économiques spéciales et Madayn, en charge du développement des zones industrielles. Cette participation illustre la volonté du Sultanat d'Oman de s'implanter au-delà de ses frontières traditionnelles, en investissant dans des projets structurants à forte valeur ajoutée en Algérie, particulièrement dans les secteurs stratégiques identifiés comme prioritaires par le gouvernement. Dans ce contexte, le projet de coentreprise Hyundai, porté par le groupe omanais Bahwan en partenariat avec un acteur algérien, incarne une coopération concrète et mutuellement bénéfique. Ce projet fait partie des initiatives majeures de fabrication locale de véhicules en Algérie, avec une vision commune fondée sur le transfert de technologies,

l'intégration industrielle et la complémentarité économique. Par ailleurs, la FIA demeure l'un des événements économiques internationaux les plus en vue, valorisant les avancées de l'économie nationale et les performances des entreprises locales. Elle offre un environnement propice aux échanges et aux investissements directs étrangers. La manifestation comprend également un programme riche en conférences couvrant différentes thématiques économiques. En plus d'un Forum d'affaires algéro-pakistanaï, plusieurs conférences thématiques sont prévues, portant sur la relance de l'investissement productif, le développement industriel en Algérie: réformes et opportunités, ainsi qu'une autre rencontre sur l'investissement dans le secteur du tourisme. La FIA se tiendra du 23 au 28 juin et sera ouverte au public tous les jours de 11h à 18h. A noter que l'édition de 2024 avait enregistré la participation d'environ 700 exposants nationaux et étrangers provenant d'une vingtaine de pays, et opérant dans divers secteurs comme l'agriculture, les industries de transformation, l'agroalimentaire, le bâtiment, les travaux publics, les services et les industries pétrochimiques.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L’université algérienne en marche vers l’excellence mondiale

Par Mourad A.

C'est un tournant historique pour l'enseignement supérieur algérien. Portée par une réforme d'envergure et une volonté politique affichée, l'université du pays affirme sa présence sur la scène académique internationale. Pour la première fois, six établissements algériens se hissent dans le prestigieux classement U.S. News Best Global Universities 2025, un signe fort du retour de l'Algérie dans la course mondiale de l'excellence universitaire. L'université de Sidi Bel Abbès, fer de lance de ce renouveau, s'est classée 1ère à l'échelle nationale et maghrébine, et 760e mondiale sur 2 152 universités évaluées, selon le

professeur Hakim Harik, président de la Commission nationale pour la promotion de la visibilité et des classements des établissements de l'enseignement supérieur. « Ce résultat n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'un travail collectif, de qualité et structuré autour d'une production scientifique de haut niveau », a-t-il souligné sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale. Aux côtés de Sidi Bel Abbès, d'autres universités se démarquent : Annaba, Sétif 1, l'Université Houari Boumediène des sciences et technologies (USTHB), Biskra et Boumerdès. Ces performances reflètent une dynamique nouvelle fondée sur l'excellence, l'innovation et l'ouverture. Le classement U.S. News, établi initialement en 1983 pour les universi-

tés américaines et étendu à l'échelle mondiale dès 2014, repose sur des critères particulièrement rigoureux. La réputation académique mondiale représente 25 % de l'évaluation, tandis que la quantité de la production scientifique compte pour 15 %. La qualité et l'impact de cette production, mesurés par les citations, la publication dans des revues prestigieuses et le nombre d'articles les plus consultés, constituent la part la plus significative avec 50 %. Enfin, l'ouverture internationale, illustrée par les publications conjointes et les collaborations, pèse pour 10 %. Selon le professeur Harik, pour avoir la chance de figurer dans ce palmarès exigeant, une université doit soit se classer parmi les 250 premières mondiales en termes de réputation,

soit avoir produit un minimum de 1 250 articles scientifiques sur une période de cinq ans. Cette reconnaissance internationale de l'université algérienne s'inscrit dans une réforme d'envergure du secteur, amorcée dans le sillage de la nouvelle stratégie nationale d'enseignement supérieur. Le professeur Harik a précisé à ce sujet : « Aujourd'hui, la qualité prime sur la quantité. Ce n'est plus le nombre d'inscrits ou d'enseignants qui fait la force d'une université, mais la valeur ajoutée de ses formations, la pertinence de ses recherches et son impact sur l'économie nationale ». Dans cette optique, l'Algérie a engagé plusieurs transformations profondes, incluant la numérisation des services et des

démarches administratives, l'intégration de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes dans les formations, ainsi que la création d'écoles spécialisées en cybersécurité, nanotechnologies et systèmes intelligents. Le développement des incubateurs et centres d'innovation est également encouragé pour stimuler la créativité étudiante, tout comme la publication dans des revues de rang international (Q1, Q2). Le professeur a d'ailleurs indiqué : « Nous avons mis en place des mécanismes d'incitation pour encourager les chercheurs à publier dans des revues à fort impact. Cela permet non seulement de renforcer la visibilité, mais aussi d'augmenter la qualité des travaux produits ».

APRÈS LES FRAPPES AMÉRICAINES SUR L’IRAN

Le pétrole en hausse et les inquiétudes persistent

Par Réda Hadi

Donald Trump a annoncé tôt ce dimanche 22 juin que les États-Unis ont mené une attaque "très réussie" sur trois sites nucléaires iraniens, larguant une "charge complète de bombes" sur celui de Fordo. Ces frappes auront des "conséquences éternelles", a prévenu Téhéran, qui a lancé plusieurs dizaines de missiles ciblant l'entité sioniste. Et même si Washington assure ne pas être en guerre contre l'Iran, les bourses mondiales ont montré leurs inquiétudes, et les cours du pétrole ouvrent en hausse ce dimanche. Selon des analystes, le prix du pétrole devrait grimper de 3 à 5 dollars par baril et la prime de risque sur l'offre s'accroît. Les hausses pourraient s'accélérer uniquement si l'Iran riposte fortement et provoque une perturbation majeure de l'approvisionnement. Les analystes redoutent un lundi

noir, bien que les conditions d'approvisionnement actuellement stables et la disponibilité de capacités de production excédentaires parmi d'autres membres de l'OPEP, ont limité la hausse du pétrole. Pourtant « Un bond du prix du pétrole est attendu », a déclaré Jorge Leon, responsable de l'analyse géopolitique chez Rystad et ancien responsable de l'OPEP. « Même en l'absence de représailles immédiates, les marchés devraient intégrer une prime de risque géopolitique plus élevée », a-t-il dit. Ole Hansen, analyste chez Saxo Bank, estime pour sa part que le brut pourrait ouvrir avec une hausse de 4 à 5 dollars, avec la possibilité que certaines positions longues soient débouclées. Or ce que craignent surtout les marchés, c'est la clôture du détroit d'Ormuz, point d'étranglement le plus vital du monde pour le transit du pétrole. Environ un cinquième du pétrole brut de la planète passe par ce

canal qui ne fait que 40 km de large en son point le plus étroit. Or, ce que l'on redoutait est arrivé : le Parlement iranien a approuvé, dimanche, la fermeture du détroit d'Ormuz, selon le major général Esmaeil Kowsari, cité par le média iranien Press TV. En effet, les parlementaires iraniens auraient voté en faveur de cette fermeture stratégique, selon des informations rapportées par les médias d'État iraniens et relayées par Reuters. Il revient désormais au Conseil national de sécurité iranien de prendre la décision finale quant à une fermeture militaire du détroit, ce qui impliquerait directement les Gardiens de la Révolution et le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Situé entre Oman et l'Iran, ce détroit est la voie d'accès la plus importante au monde pour le transport maritime de pétrole. La république islamique serait la première affectée et entraînerait le monde entier dans

son sillage. 21% de la consommation mondiale de l'or noir et un quart des échanges de gaz naturel liquéfié (GNL) transitent par ce passage, selon l'Agence d'information de l'énergie (EIA). Dans le détail, « 20 millions de barils de pétrole sont transportés chaque jour » via le détroit d'Ormuz, précisent Carsten Fritsch et Barbara Lambrecht, deux spécialistes de Commerzbank. Il faut se souvenir qu'un haut responsable iranien a déclaré le 19 juin que le pays pourrait fermer le détroit d'Ormuz pour riposter contre ses ennemis, bien qu'un autre député ait précisé que cela ne se produirait que si les intérêts vitaux de Téhéran étaient menacés. Précision de taille depuis le début du conflit le 13 juin, avec des frappes israéliennes sur les sites nucléaires iraniens et des missiles iraniens touchant des bâtiments à Tel Aviv, le Brent a progressé de 11% et le WTI d'environ 10%.

OLÉICULTURE
145 producteurs primés à la 1ere édition du concours national OléoMed

Quelque 145 producteurs d'huile d'olive, représentant 22 wilayas, ont été récompensés, samedi à Alger, lors de la première édition du concours national OléoMed, une initiative du groupe de réflexion en agriculture Sipsa Filaha, visant à promouvoir la qualité et la compétitivité dans la filière oléicole. Lors de la cérémonie de remise des prix, les meilleurs oléiculteurs en Algérie ont été honorés avec des médailles et des diplômes, «pour encourager la production nationale en quantité et en qualité», selon le membre du comité d'organisation, Arezki Outoudert, rappelant que plusieurs huiles algériennes ont déjà été primées à l'international, ce qui illustre la reconnaissance croissante du savoir-faire local. Le président de Sipsa Filaha, Amine Ben Semmane, a exprimé à cette occasion sa volonté de créer un Club OléoMed de l'excellence, dans l'objectif d'accompagner les producteurs vers l'exportation et leur participation à des salons internationaux. Présent à cette cérémonie, l'ancien ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, a salué les potentialités de la filière, estimant que la superficie oléicole nationale pourrait doubler pour répondre à la demande intérieure et générer un surplus exportable. Parmi les lauréats, Hakim Ailèche, exploitant à Djelfa, cultive 40 hectares en agriculture biologique. Son huile certifié à l'international a déjà remporté 49 médailles internationales. De son côté, Amer Koaka, de Bou Saâda, valorise un héritage familial sur 6.500 hectares à Oualtem. Son huile Chemlal est exportée en Europe et régulièrement primée. Mustapha Saoudi, producteur à M'sila, met en avant le potentiel oléicole des Hauts Plateaux, où sa production atteint jusqu'à 35.000 litres lors des bonnes années. A Blida, Noureddine Belout, de la ferme Larbaa Olive, produit depuis 25 ans des huiles conventionnelles et bio, y compris des versions aromatisées au citron, romarin ou thym. Lauréat de 10 médailles internationales, il mise avant tout sur le marché national. L'Algérie se classe parmi les dix plus gros producteurs de huile d'olive, un progrès constant favorisé par les politiques publiques de soutien à l'irrigation et à la fertilisation, ont souligné les organisateurs.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les opérateurs économiques appelés à conquérir le marché africain

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a appelé, samedi depuis Blida, les opérateurs économiques à saisir l'opportunité qu'offre l'organisation en Algérie de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), en septembre prochain, pour conquérir les marchés du continent. Le ministre qui intervenait lors d'une journée d'information organisée sous le thème «Le défi commercial africain 2025», dans le cadre des préparatifs de la participation algérienne à l'IATF-2025, a souligné «l'importance de tirer profit de cet événement économique majeur, prévu en Algérie du 4 au 10 septembre», pour investir le marché africain qu'il a qualifié de «plus grand espace commercial en termes de population».

«Le défi est réel et s'impose à tous, responsables et chefs d'entreprises publiques et privées, pour investir l'Afrique et conclure un maximum d'accords de partenariat lors de ce rendez-vous économique», a-t-il ajouté, soulignant les «énormes potentialités» dont dispose l'Algérie dans ce domaine. Le ministre Rezig a également rappelé les efforts consentis par l'Algérie dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ayant permis «l'ouverture de plusieurs postes frontaliers avec des pays africains et la création de zones franches». Il a, à ce titre, annoncé l'organisation «dans les prochains jours» par ses services, en coordination avec la Compagnie algérienne d'assurance et de

garantie des exportations (CAGEX), de la «plus grande activité dédiée aux exportateurs, eu égard à leur rôle considérable dans les échanges économiques». «Plusieurs rencontres et sorties seront organisées avec les opérateurs économiques dans le cadre des préparatifs de cet événement économique majeur», a-t-il ajouté. Pour sa part, le président du Club des entrepreneurs et industriels (CEI), Rachid Bouhamed, a souligné l'importance de cette rencontre, initiée par le club en coordination avec l'Ecole supérieure de commerce et divers acteurs, précisant qu'elle reflète «la volonté de l'ensemble des opérateurs à assurer le succès de cet événement économique».

ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE SOUS LE THÈME «INVESTIR EN ALGÉRIE» À LILLE

L'Etat accorde un intérêt particulier aux membres de la communauté à l'étrange

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib a participé en compagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, par visioconférence à une rencontre sous le thème "Investir en Algérie", organisée par le consulat général d'Algérie à Lille, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. A cette occasion, M. Chaib a souligné l'intérêt accordé par l'Etat algérien aux membres de la communauté à l'étranger, en tant que composante essentielle de la société nationale, qui bénéficie d'une attention particulière de la part des hautes autorités du pays, grâce aux nombreuses mesures prises ces dernières années en leur faveur pour renforcer leur lien avec la patrie et leur participation dans divers domaines de développement. M. Chaib a également passé en revue «les mesures et les politiques adoptées par l'Etat pour renforcer le rôle de la communauté nationale à l'étranger dans le processus de développement national et encourager ses initiatives d'investissement en Algérie». Il a précisé, à cette occasion, que «ces activités organisées par le ministère en associant les différents départements ministériels concernés, s'inscrit

dans le cadre de l'engagement de l'Etat à communiquer de manière continue et efficace avec les membres de la diaspora et à promouvoir les différentes mesures d'incitation et d'encouragement qui leur sont dédiées». Noureddine Ouadah a salué, à son tour, «l'importance capitale qu'accorde son secteur aux porteurs de projets, parmi les membres de notre communauté à l'étranger, rappelant que la diaspora algérienne était un partenaire clé pour le secteur des start-up, à travers sa contribution aux nombreux projets réussis, et en partageant les ex-

pertises acquises dans divers domaines connexes», ajoute le communiqué. Pour leur part, «les membres de la communauté ont saisi cette occasion pour soulever leurs préoccupations concernant la concrétisation de leurs projets et idées dans leur mère patrie, se félicitant, en même temps, de la tenue de ces rencontres périodiques, organisées par le secrétariat d'Etat, et reflétant les efforts des institutions de l'Etat, visant à associer les enfants de la communauté à la dynamique économique que connaît notre pays», souligne le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 22 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Juin 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	58	65	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	70	82	57	الطماطم	
	Oignon sec	43	49	36	البصل الجاف	
	Ail vert	201	224	177	الثوم الخضراء	
	Carotte	89	101	78	الجزر	
	Navet	88	99	76	لفت	
	Poivron	108	121	94	الفلفل الأخضر	
	Piment	132	149	115	الفلفل الحار	
	Courgette	79	92	66	الكوسة	
	Haricot vert	185	209	162	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	100	112	87	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	417	481	352	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	570	715	425	التمر	
	Banane	420	430	409	الموز	
	Melon	120	137	104	البيطيخ الاصفر	
	Pastèque	91	105	77	البيطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1889	1620	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	407	422	392	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	440,00	+4,76	4,38	4,20	8,49	6,82	1250	550 000,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 426,00	1425,00	-0,07	0,34	1,14	0,00	-	12633	18 002 025,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,94	4,10	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6476	14 894 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,17	2,03	-	0	0,00

INDUSTRIE DU PNEUMATIQUE

Un projet structurant de 50 milliards de DA lancé à Oran

C'est un projet industriel d'envergure continentale qui prend forme dans la wilaya d'Oran. Avec un investissement colossal de 50 milliards de dinars, la société El Hadj Larbi Industrie (SHLI) a lancé la seconde phase de construction de ce projet qui s'annonce comme l'une des plus grandes usines de fabrication de pneus en Afrique. Une infrastructure stratégique qui ambitionne de transformer le paysage de l'industrie automobile algérienne et de renforcer l'autonomie industrielle du pays.

Par Mourad A.

Implantée dans la zone industrielle d'El Hamoul, commune de Tafraoui, l'usine adoptera les standards technologiques les plus avancés. En partenariat avec le géant chinois Doublestar Tire, leader mondial du pneumatique, le site sera entièrement conçu selon les normes de l'Industrie 4.0, intégrant intelligence artificielle, robotique et automatisation complète. L'objectif est clair : garantir une production optimisée, des coûts réduits et une qualité conforme aux standards internationaux. La future usine affichera une capacité de 7 millions de pneus par an dès son lancement, dont 1 million destinés aux véhicules lourds. Mais l'ambition ne s'arrête pas là. La société « SHLI » vise une montée en puissance rapide avec l'objectif de produire jusqu'à 22 millions de pneus par an, grâce à la mise en service progressive d'autres unités de production à travers le

territoire national. La deuxième phase du projet, dédiée à la construction de la grande unité de mélange du caoutchouc, a été récemment confiée à l'entreprise algérienne EG REKIMA, spécialisée dans le génie civil. Ce choix s'est fait après une évaluation rigoureuse des offres reçues, aussi bien nationales qu'internationales. Malgré les contraintes techniques liées à la nature du sol, un terrain argileux et marécageux, les travaux avancent conformément au calendrier établi, avec une fin de chantier annoncée pour fin 2026. Le coût des aménagements a toutefois doublé, en raison des solutions d'ingénierie avancées mises en œuvre pour surmonter ces défis géotechniques. Au-delà de sa dimension technologique, le projet représente une opportunité majeure pour l'économie locale et nationale. Il devrait permettre la création de plus de 2 000 emplois directs, tout en couvrant une part significative de la demande nationale en pneumatiques.

SHLI prévoit également de se positionner sur le marché international, renforçant ainsi les capacités d'exportation de l'Algérie dans le secteur industriel. Dans la dynamique actuelle, la société El Hadj Larbi Industrie ne compte pas s'arrêter là. Elle prévoit de lancer prochainement de nouveaux appels d'offres pour la réalisation de la grande unité de fabrication et de l'unité des matières premières, consolidant ainsi les fondations d'un complexe intégré, conçu selon les normes techniques et d'ingénierie les plus strictes. Ce projet s'inscrit dans le sillage de la politique de réindustrialisation portée par les autorités algériennes. À travers cet investissement massif et technologique, l'Algérie affirme sa volonté de se hisser parmi les grands pays producteurs sur le continent, en misant sur des partenariats stratégiques, l'innovation industrielle et la valorisation des compétences nationales.

CIMENTERIE D'AIN EL IBEL (DJELFA)

Des mesures pour relancer le projet

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a annoncé, avant-hier à Djelfa, la prise de mesures concrètes pour relancer le projet de la cimenterie de la commune d'Ain El Ibel (Sud de la wilaya), un projet figurant parmi les investissements industriels confisqués par décisions judiciaires. Dans une déclaration, au cours d'une visite effectuée dans la wilaya, le ministre a cité parmi ces mesures la décision rendue, la semaine dernière, par la commission interministérielle mixte, accordant 51% des actifs du projet, récupérés dans le cadre de la lutte contre la corruption et la confiscation de projets par voie judiciaire, au Groupe industriel des

ciments d'Algérie (GICA). Une 2e mesure a consisté à établir une feuille de route pour relancer la cimenterie et procéder à une évaluation de ce qui a été déjà réalisé entre les partenaires algérien et chinois, a-t-il ajouté. Selon la fiche technique de cette usine de ciment, sa capacité de production atteindra trois (3) millions de tonnes/an lors de la 1ère phase de la mise en service de la première ligne de production. La production de clinker s'élèvera à 4500 tonnes/jour, alors que la 2e ligne de production sera mise en exploitation ultérieurement. L'usine, qui s'étend sur 100 hectares, comprend également sept (7) carrières de pierre calcaire et une (1) carrière d'argile. Cette cimenterie implantée dans la région

d'Oued Sdar, commune d'Ain El Ibel, est considérée parmi les grands projets industriels structurants de nature à impulser le développement économique local. La valeur de cet investissement est estimée à 50 milliards de DA, et il devrait générer 500 emplois directs au niveau des deux lignes de production, en plus de 700 emplois indirects. Le ministre de l'Industrie, qui a relevé les énormes capacités de cette wilaya, a souligné qu'elle deviendra "un pôle industriel par excellence" dans l'industrie de transformation. "Un défi au diapason de la démarche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer la sécurité alimentaire et consacrer un décollage économique", a-t-il ajouté. Au cours de

cette visite, M.Ghrieb a, également, inspecté une unité industrielle de transformation de produits agricoles (un bien confisqué et récupéré au profit de la société holding de l'industrie agroalimentaire Agrodiv), opérationnelle dans la wilaya déléguée de Messaad. Il s'est, aussi, rendu dans la commune de Benhar, où il s'est enquis du projet d'une unité de production de levure boulangerie relevant de la société CIM Chemical, dont l'investissement est estimé à 22 milliards de DA. Ce projet devrait contribuer à réduire la facture d'importation de cette matière et à assurer sa disponibilité à l'échelle nationale, avec une option pour son exportation dans une étape ultérieure.

AGRICULTURE

832 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique à Sétif

Pas moins de 832 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique à travers la wilaya de Sétif dans le cadre des efforts de soutien au développement local, apprend-on dimanche de la direction des services agricoles (DSA). Ces raccordements qui font partie d'un programme visant la desserte de 938 exploitations ont nécessité la réalisation d'un réseau électrique de 455,9 km de long à travers les 60 communes de la wilaya pour un coût global du projet d'environ 3,1

milliards DA, a précisé à l'APS le responsable de cette direction, Mohamed Bouleftat. Le même responsable a souligné que les opérations de raccordement restent poursuivies à travers la wilaya, précisant que 57 exploitations sont actuellement en cours de raccordement, 21 autres au stade d'étude de réalisation et 28 autres n'attendent que la désignation des entreprises de réalisation. Ces actions s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat de soutien aux agriculteurs et de développement

de l'activité agricole de sorte à consolider la sécurité alimentaire nationale, a précisé le même responsable ajoutant que cela encourage la fixation des agriculteurs dans leurs régions d'activité et génère des emplois dans les communes à vocation agricole. La wilaya de Sétif a franchi d'importants pas dans le raccordement au réseau électrique avec une couverture qui a atteint 95 %, selon les données de la direction de wilaya de l'énergie.

FORMATION
PROFESSIONNELLE/SÉTIF

Création d'un centre d'excellence spécialisé en chimie et plastique

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El-Mahdi Oualid, a révélé samedi depuis Sétif que la « nomenclature des formations » deviendra à compter de la prochaine rentrée professionnelle « le référentiel national des offres de formations et de compétences ». Dans une déclaration à la presse dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a précisé que ce référentiel « concrétisera d'une forte manière l'approche par les compétences adoptée par tous les pays avancés dans le domaine de la formation professionnelle ». Il a annoncé à l'occasion la transformation de l'institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) d'Ain Arnat en « centre d'excellence spécialisé en chimie et plastique », soulignant que « la création de ce centre à Sétif a pris en compte le fait que cette wilaya est leader dans ce domaine et accueille un grand nombre de sociétés actives qui ont besoin d'une main d'œuvre qualifiée. Il a également ajouté que « la prochaine rentrée verra le lancement de 15 centres d'excellence de formation professionnelle à l'échelle nationale dans diverses spécialités liées essentiellement à l'industrie en coordination et en partenariat avec le ministère de l'Industrie et les entreprises économiques ». Le ministre a relevé le grand intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'entrepreneuriat et l'esprit d'initiative, mettant en lumière « la grande dynamique liée à la diffusion de la culture entrepreneuriale enregistrée dans les universités algériennes et les efforts déployés par le secteur de la formation professionnelle pour répandre cette culture ». Il a également révélé la création de plus de 180 centres de développement de l'entrepreneuriat au sein des centres et instituts de formation professionnelle du pays afin de former les entrepreneurs de demain et orienter au moins 10.000 diplômés du secteur vers l'entrepreneuriat génératrice d'entreprises et de postes d'emploi. A ce propos, M. Yacine El-Mahdi Oualid a indiqué que « son département ministériel a rapproché les offres de formation de la nomenclature des métiers du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale afin d'augmenter les chances des diplômés du secteur de décrocher un emploi au terme de leur formation ». Le ministre a également révélé qu'une nouvelle plateforme appelée « Tamhine » sera lancée « dans les prochains jours » pour relier les sociétés aux stagiaires apprentis et faciliter l'opération d'apprentissage surtout que le secteur est intrinsèquement lié à l'industrie. Il a ajouté que « pour orienter le produit du secteur plus facilement vers le marché du travail, nous avons révisé profondément les offres de formation pour les adapter à la nature des activités locale, notamment industrielles ».

BEJAIA

Coup d’envoi de la
saison estivale

La cérémonie d'ouverture de la saison estivale 2025 a eu lieu, samedi à Bejaia, sous la supervision des autorités locales avec la participation de plusieurs services concernés. Le coup d'envoi officiel de la saison estivale 2025 a été donné par le wali de Béjaia, Kamel-Eddine Kerbouche, depuis le front de mer "Leonardo Fibbonancci", en présence des acteurs du secteur touristique et d'un nombreux public, sous le signe de "la promotion du tourisme local et de la mise en place de conditions d'accueil adéquates pour les vacanciers". Le moment a été saisi par les autorités locales pour faire le point sur les préparatifs engagés dans ce cadre et réitérer l'engagement de tous à "offrir à un environnement accueillant, propre, sécurisé et adapté aux attentes du plus grand nombre". L'occasion, a été propice pour organiser des activités et des démonstrations sportives et culturelles, et mettre en avant les centres d'intérêts qui pourraient captiver les estivants et les aider à satisfaire leur curiosité, à l'instar des galeries de peintures, des espaces réservés à l'artisanat ou des festivals artistiques durant toute la saison. Pas moins de 34 plages surveillées, aménagées et dotées en moyens adéquats seront ainsi ouvertes et mises à la disposition des estivants et des amateurs de plages.

ANNABA

Remise en service
après réhabilitation de deux
réservoirs d’eau

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, accompagné du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a présidé, samedi à Annaba, la remise en service de 2 réservoirs d'eau d'une capacité de 1.000 et de 5.000 m3 après leur réhabilitation, avant d'inaugurer le distributeur principal d'eau de la station de traitement de Chaiba (commune de Sidi Ammar).

Ces projets " vitaux " s'inscrivent " dans le cadre du renforcement des capacités de stockage et de distribution de l'eau potable dans la région, d'autant que l'un des réservoirs date de 1969, ce qui avait rendu sa réhabilitation urgente pour assurer la continuité du service et améliorer l'efficacité du réseau ", a déclaré M. Merad en présence, également, de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib. "La réhabilitation de ces équipements anciens mais stratégiques est venue concrétiser les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la promotion du service public et à l'amélioration des conditions de vie des citoyens, notamment dans un domaine aussi vital que l'eau potable", a-t-il déclaré

aux médias, ajoutant que la réhabilitation de ces structures " s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités de stockage et de distribution de l'eau potable dans la région ". De son côté, M. Derbal, soulignant que les interventions techniques opérées permettront "d'améliorer la cadence distribution de l'eau potable et de réduire les interruptions, en particulier pendant les périodes de pointe ", a déclaré que " la réhabilitation d'installations datant de plus d'un demi-siècle confirme l'engagement de l'Etat à assurer la continuité du service et à anticiper toute détérioration de ces infrastructures ". Les deux ministres ont également insisté sur la " nécessité de préserver ces acquis par un suivi régulier et une maintenance préventive ", soulignant que " les projets liés à l'hydraulique restent une priorité dans les programmes gouvernementaux, en particulier à la lumière des

défis climatiques et de la pression croissante sur les ressources en eau ". La délégation ministérielle s'est ensuite rendue à l'hôtel Seybouse International, à Annaba, où une vidéo intitulée " Une vision ambitieuse pour l'avenir : Annaba et son potentiel exceptionnel " a été projetée en présence d'un certain nombre de responsables, à leur tête le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, et le wali délégué de la circonscription administrative de Draâ Errich, Nour Sadat Bouzid, ainsi que de cadres et élus locaux. Le document projeté a mis en exergue les importantes potentialités d'Annaba et les opportunités d'investissement qui y sont offertes, ainsi que les projets structurants en cours dans différents domaines, en droite ligne des orientations du gouvernement visant à promouvoir le développement local et améliorer les conditions de vie des citoyens dans cet wilaya côtière.

PORT DE MOSTAGANEM

Lancement de la réalisation du troisième bassin avant la fin de l’année

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé samedi à Mostaganem, le lancement, avant la fin de l'année en cours, des travaux de réalisation du troisième bassin du port commercial de Mostaganem. Dans son intervention, après avoir assisté à une présentation sur la situation du port commercial de Mostaganem et le projet de sa transformation en un pôle économique et commercial régional, le ministre, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a déclaré que "l'extension de cette infrastructure stratégique, devenue aujourd'hui une nécessité urgente, sera lancée avant la fin de l'année". Cette extension, selon M. Sayoud, per-

mettra d'augmenter la capacité d'accueil du port, actuellement de 5 à 7 navires, par l'ajout de quatre navires supplémentaires, tout en permettant l'accostage de grands navires grâce à un approfondissement du bassin à plus de 14 mètres. Il a précisé que « l'étude est achevée et que des offres sont déjà disponibles pour l'extension, que ce soit par un financement commun entre le groupe des services portuaires "Serport" et le port de Mostaganem ou avec des partenaires nationaux ou étrangers ». Dans l'attente de ce projet, le ministre a donné des instructions au Directeur général du port de Mostaganem pour réduire les délais d'exécution des travaux d'amé-

nagement du port (quais et voies de circulation), en instaurant un système de travail en continu (3X8) afin de livrer les différentes tranches dans les plus brefs délais, sans perturber l'activité portuaire. Concernant la zone des marchandises, M. Sayoud a donné des instructions pour l'élaboration d'un cahier des charges et le lancement d'un appel d'offres afin de démarrer progressivement les travaux. Il a également exigé le raccordement de l'enceinte portuaire au réseau ferroviaire national, notant que l'infrastructure est déjà disponible à proximité. A ce propos, il a souligné que la relance du transport ferroviaire permettra l'achemine-

ment des conteneurs vers différentes directions via la station régionale de Oued Tlelat (wilaya d'Oran). Lors de sa visite à l'unité opérationnelle du tramway de Mostaganem, le ministre a suivi deux exposés sur l'activité de cette unité et de l'établissement public de transport urbain et suburbain (bus de Mostaganem). Tout en saluant les efforts déployés, il a exhorté les services concernés à l'intensification des activités durant la saison estivale. En réponse aux doléances des responsables locaux, la flotte de l'établissement public de transport urbain et suburbain a été renforcée de dix bus supplémentaires, en plus de l'octroi d'une autorisation pour

l'acquisition de minibus et d'un terrain à usage d'activités annexes comme le contrôle technique. Par ailleurs, le ministre des Transports a inauguré officiellement la saison estivale 2025 en compagnie des autorités locales sur la plage "Sablette" de la commune de Mazaghran, récemment réaménagée. Il a aussi visité l'exposition organisée pour l'occasion et assisté à une manœuvre de la Protection civile et du dispositif de surveillance des plages. Le programme de cette visite comprend également l'inspection par le ministre de l'aérodrome régional de lutte contre les incendies de forêts situé sur la piste de la commune de Sayada.

SIDI BEL ABBES

Mise en avant du rôle des médias et de la société civile
dans l’ancrage de la culture environnementale

Les participants à un colloque organisé, samedi à l'université Djilali Liabes de Sidi Bel Abbes, ont souligné l'importance du rôle des médias et de la société civile dans l'ancrage de la culture environnementale chez les citoyens et leur contribution efficace à la sensibilisation écologique. Lors de cette rencontre, placée sous le thème "Le rôle des médias et des acteurs de la société civile dans la promotion de la culture environnementale : de la sensibilisation à l'autonomi-

sation", les intervenants ont insisté sur la nécessité d'accompagner les médias et la société civile dans la réalisation des Objectifs du développement durable (ODD). Les débats ont mis en avant le rôle central des médias dans la sensibilisation aux enjeux environnementaux et dans l'orientation de l'opinion publique vers des comportements durables respectueux de l'environnement, tout en soulignant l'importance de renforcer le partenariat entre les médias et la so-

ciété civile pour consolider une culture environnementale responsable au sein de toutes les couches de la société. Le colloque a également connu des interventions d'experts en communication environnementale, ainsi que de représentants d'associations activant dans la protection de l'environnement. Les débats ont porté sur l'état actuel de la culture écologique et sur la nécessité de renforcer la formation dans la presse environnementale. A noter que cette rencontre a été organisée à l'ini-

tiative de l'Organisation algérienne pour l'environnement et la citoyenneté, en partenariat avec l'Union nationale des journalistes et des professionnels des médias algériens, et sous la supervision du wali de Sidi Bel Abbes, Kamel Hadji. Des représentants de la direction de l'environnement, de la conservation des forêts, de plusieurs associations, ainsi que des enseignants et étudiants universitaires, ont pris part à cette rencontre.

DROITS DE DOUANE

Comment la guerre commerciale de Donald Trump s’est retournée contre les États-Unis

En promettant des miracles, le président américain avait vendu à ses compatriotes une guerre commerciale sans douleur. Résultat : une économie ralentie, des chaînes d'approvisionnement en vrac et des taxes douanières jugées illégales.

Par Clément Poursain

En appliquant une hausse brutale des droits de douane, Donald Trump a réveillé le spectre d'une guerre commerciale, promettant pourtant aux Américains qu'ils pourraient tout avoir : une industrie nationale protégée, des prix inchangés et même des baisses d'impôts grâce aux recettes des nouvelles taxes douanières. Un rêve de prospérité sans effort, martelé par son équipe comme une évidence. « Il n'y aura aucune souffrance pour les travailleurs américains », assurait sa porte-parole Karoline Leavitt, au printemps dernier, rappelle le magazine américain The Atlantic. Mais le rêve s'est vite transformé en cauchemar. L'économie états-unienne patine, ralentie par les droits de douane imposés à la Chine et à une ribambelle d'alliés – de l'Australie au Canada, en passant par le Danemark. Pendant ce temps, la Chine continue de croître et parvient même à séduire d'anciens adversaires, comme le Vietnam, qui se rapprochent aujourd'hui de Pékin. À la fin du mois de mai, un tribunal fédéral a même jugé que ces surtaxes étaient illégales (mais le jugement a été suspendu en référé et elles pourront rester en vigueur jusqu'à l'examen de l'affaire en appel). De son



côté, l'opinion publique les trouve coûteuses et inefficaces. Et la promesse de recettes miraculeuses s'est envolée. Bref, un véritable fiasco.

Une ligne loin d'être claire

Instable, Donald Trump souffle le chaud et le froid. Pause des droits de douane, retours en arrière et revirements de situation s'enchaînent. Fin

mai, il accuse la Chine d'avoir « violé un accord imaginaire », puis loue début juin son « excellente relation » avec Xi Jinping. Mais derrière les grands discours, le manque de clarté trahit une réalité moins glorieuse : les États-Unis ont cédé plus de terrain qu'ils n'en ont gagné. La stratégie du président américain est simple : c'est la division. Plutôt que de chercher des compromis ou de rallier

l'ensemble du pays – ou même une partie de l'opposition – il préfère attiser les tensions en s'en prenant à ses ennemis intérieurs. Quand les choses tournent mal, il accuse ses concitoyens de ne pas le soutenir assez et transforme ses échecs en actes de patriotisme. Tout ce qu'il demande, c'est que son peuple le soutienne, sans poser de question. Sur le terrain, les conséquences sont pourtant lourdes. Les chaînes d'approvisionnement sont bouleversées, les retards et les pénuries s'accumulent, et les travailleurs paient le prix fort. Chômage partiel, licenciements, usines à l'arrêt : les entreprises réduisent leurs investissements et l'inflation menace. Les ménages modestes sont encore une fois les plus touchés, tandis que les plus aisés profitent encore de baisses d'impôts. Finalement, la guerre commerciale de Donald Trump se révèle au mieux contre-productive, au pire néfaste pour l'Amérique et le reste du monde. Elle fragilise les chaînes de production, menace la croissance mondiale, et nourrit les inégalités. Donald Trump arrêtera-t-il avant de faire encore plus de dégâts ? Pas sûr : mercredi 11 juin, il a encore promis d'imposer de nouveaux droits de douanes à ses partenaires commerciaux, afin de maintenir la pression dans les négociations.

Source : slate.fr (16 juin 2025)

UE

Les entreprises chinoises exclues des grosses commandes publiques de matériels médicaux

Prise en représailles aux restrictions de Pékin, la mesure concerne une grande variété de fournitures de santé, des masques et pansements aux machines et robots, qui représentent un marché de 150 milliards d'euros dans l'Union européenne. Bruxelles riposte aux restrictions touchant les entreprises de l'Union européenne (UE) sur le marché chinois. La Commission européenne a décidé, vendredi 20 juin, d'exclure les entreprises chinoises des commandes publiques de matériels médicaux de plus de 5 millions d'euros. La mesure concerne une grande variété de fournitures de santé, des masques et pansements aux machines et robots, qui représentent un marché de 150 milliards d'euros dans l'UE. Elle « vise à inciter la Chine à mettre fin à sa discrimination envers les dispositifs médicaux fabriqués dans l'UE », a déclaré la Commission dans un communiqué. Les conflits se sont multipliés depuis trois ans entre Bruxelles et Pékin dans plusieurs secteurs économiques : auto-

mobiles électriques, industrie ferroviaire, panneaux solaires et éoliennes. La décision concernant les matériels médicaux survient en pleine guerre commerciale avec les États-Unis de Donald Trump qui ont imposé des surtaxes douanières sur les importations du monde entier, y compris d'Europe.

Concurrence déloyale

L'UE a décidé de durcir le ton ces dernières années en se dotant d'un arsenal législatif pour mieux défendre ses entreprises face à la concurrence déloyale. La Commission avait ouvert une enquête, en avril 2024, sur les marchés publics chinois de dispositifs médicaux, une première dans le cadre d'un nouveau mécanisme dont l'UE s'est dotée en 2022 pour obtenir l'accès aux marchés publics étrangers. L'UE estime que ses appels d'offres publics sont ouverts à 95 % à la concurrence du reste du monde, tandis que les entreprises européennes n'ont quasi aucun accès aux marchés publics chi-

nois. Après une année de négociations sans résultat positif, la Commission, qui gère la politique commerciale au nom des 27 pays membres, a donc décidé de sévir. « Notre objectif est d'assurer des conditions équitables pour les entreprises de l'UE. Nous restons engagés dans le dialogue avec la Chine pour résoudre ces problèmes », a souligné le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic.

Des dérogations prévues

Interrogé sur le dossier, un porte-parole de la diplomatie chinoise a fustigé, vendredi, un « deux poids, deux mesures » supposé de Bruxelles. « L'Union européenne se présente systématiquement comme le marché le plus ouvert du monde, mais en réalité elle s'oriente pas à pas vers le protectionnisme », a déclaré Guo Jiakun lors d'une conférence de presse à Pékin. « Agir au nom d'une concurrence loyale tout en pratiquant une concurrence déloyale est un exemple typique de deux poids, deux mesures », a-t-il

ajouté. En plus de l'exclusion des offres chinoises des grosses commandes publiques de matériels médicaux, la Commission a annoncé qu'elle limitait à 50 % la part des composants chinois dans les offres retenues. Elle juge sa réponse « proportionnée » par rapport aux obstacles mis en place en Chine. L'exécutif européen affirme aussi que la mesure, qui entrera en vigueur dans dix jours, ne touchera pas les importations ne relevant pas des marchés publics. Il affirme que la sanction n'entraînera aucune pénurie compte tenu des nombreux fournisseurs disponibles dans le monde. Des dérogations sont d'ailleurs prévues en cas d'absence de solutions de rechange aux fournisseurs chinois. Le seuil fixé à 5 millions d'euros pour les commandes concernées permet de couvrir 60 % du marché européen des dispositifs médicaux tout en épargnant les petits hôpitaux, aux achats plus modestes, qui éviteront ainsi des surcoûts.

Source : Le Monde avec AFP ; publié le 20 juin 2025

MAURITANIE

Un engagement de 2 milliards \$ des fonds d’investissement arabes

Cette promesse de financement a été obtenue lors du forum du Fonds de l'OPEP pour le développement international, dans le cadre de la réunion annuelle des chefs d'institutions du Groupe de coordination arabe. Elle mettra l'accent sur les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports. Lors d'une table ronde à Vienne, en Autriche, la Mauritanie a obtenu une promesse de financement de 2 milliards \$ de la part du Groupe de coordination arabe (ACG) pour le financement du développement du pays, selon des informations révélées le mardi 17 juin 2025. Ce financement vise à soutenir la stratégie de développement national durant la période 2025-2030, à travers des secteurs prioritaires tels que l'énergie, l'eau, les transports et les infrastructures numériques, afin de stimuler la croissance économique et favoriser un développement global et durable dans le pays. « Nous sommes fermement déterminés à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre et la réussite de l'ambitieux programme de développement en Mauritanie. Grâce à cet engagement, nous mobilisons nos forces collectives pour concrétiser cette ambition et générer un impact positif durable sur la vie des populations de notre pays partenaire, la Mauritanie », a déclaré Dr Abdulhamid Alkhalifa, président du Fonds de l'OPEP. La Mauritanie a engagé plusieurs réformes structurelles et institutionnelles pour améliorer son climat des affaires et attirer les investissements, tant nationaux qu'étrangers. Elles concernent un nouveau Code des investissements, la suppression des droits d'enregistrement et la révision du Code de commerce. A cela s'ajoutent la simplification des procédures de création d'entreprise et la création de l'Agence mauritanienne de promotion des investissements. Ces dernières années, la Mauritanie a attiré plusieurs investissements internationaux, principalement dans les secteurs de l'énergie, des mines, des infrastructures et des technologies vertes. Selon le rapport sur l'investissement dans le monde 2024 de la CNUCED, à fin 2023, le stock total d'IDE était estimé à 6,7 milliards \$, soit 63,6% de son PIB. « La plupart des investissements sont destinés à l'exploration et à l'exploitation du pétrole, à l'extraction du minerai de fer et de l'or, à la pêche et à l'agriculture », note le rapport.

ARABIE SAOUDITE

Les investissements étrangers dans les actions saoudiennes dépassent les 105 milliards de dollars

Les investisseurs étrangers détenaient 394,58 milliards de SR (105,2 milliards de dollars) d'actions saoudiennes au 12 juin, marquant une baisse annuelle de 1,1 pour cent, bien que leur part de marché ait augmenté dans le cadre d'un ralentissement général.

Selon les dernières données de Saudi Exchange, la baisse de la propriété étrangère survient alors que la valeur totale des avoirs sur le marché principal est tombée à SR9,14 trillions, en baisse par rapport à SR9,95 trillions en juin 2024, alors que les valorisations dans les secteurs clés - y compris les services financiers, les matériaux et l'énergie - se sont affaiblies. L'augmentation de la part de marché des investisseurs étrangers - de 4,01 % à 4,32 % - est attribuée à la diminution globale de la taille du marché. Les ressortissants saoudiens restent dominants sur le marché, détenant SR8,68 trillions, soit 94,94 pour cent de la propriété totale, en baisse par rapport à SR9,48 trillions, soit 95,28 pour cent, l'année précédente. Les investissements des pays du Conseil de coopération du Golfe ont également diminué, les avoirs passant de 70,17 milliards de SR à 67,46 milliards de SR, bien que leur part ait légèrement augmenté pour atteindre 0,74 %. La chute de la capitalisation boursière a coïncidé avec une baisse de 1,5 % de l'indice Tadawul All Share le 12 juin, sous l'effet des pertes subies par des poids lourds

tels que Al Rajhi Bank et Saudi Arabian Mining Co. Cette chute s'est produite dans un contexte de nouvelles tensions géopolitiques dans la région. "Alors que les fondamentaux solides offrent des perspectives encourageantes, la réaction du marché a été plus fortement influencée par les tensions géopolitiques", a déclaré Milad Azar, analyste de marché chez XTB MENA, dans des commentaires adressés à Reuters. Cette déclaration fait suite à la décision des États-Unis de repositionner leur personnel diplomatique dans la région, alimentant ainsi les inquiétudes liées à l'escalade des tensions avec l'Iran. Cette décision a ajouté de la pression à des marchés déjà prudents, où les investisseurs ont rééquilibré leurs portefeuilles en réponse à la hausse des taux d'intérêt et au changement d'appétit pour le risque. Malgré la volatilité récente, les perspectives à long terme de la participation étrangère restent solides. L'inclusion de l'Arabie saoudite dans les indices mondiaux des marchés émergents tels que MSCI, FTSE Russell et S&P Dow Jones continue de soutenir les flux de fonds passifs.

Les réformes menées dans le cadre de Vision 2030, notamment l'amélioration de la transparence, le renforcement de la gouvernance d'entreprise et l'élargissement de la filière de privatisation, sont largement considérées comme essentielles pour stimuler l'engagement à long terme des investisseurs sur les marchés de capitaux saoudiens. L'engagement du gouvernement à diversifier l'économie a ouvert de nouveaux secteurs à l'investissement, tandis que les mises à jour réglementaires ont contribué à aligner les pratiques locales sur les normes internationales. Dans le cadre de ces réformes, le Tadawul a subi une transformation ces dernières années afin de renforcer son attrait mondial. L'inclusion du marché dans les principaux indices des marchés émergents entre 2018 et 2019 a permis de débloquer des milliards d'entrées de fonds passifs. Depuis lors, le Tadawul s'est concentré sur l'amélioration de la qualité de la divulgation, la rationalisation de l'enregistrement des investisseurs étrangers qualifiés et la modernisation de ses systèmes de négociation et de post-négociation.

EGYPTE

L’Etat mise sur les sukuk pour réduire sa dette publique

L'attribution au ministère des Finances d'un terrain de 174 km2 dans la région de Ras Shukeir au sud du golfe de Suez s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de gestion de la dette visant à diversifier les sources de financement en s'appuyant sur des actifs fonciers publics. En vertu d'un décret présidentiel, un terrain de 174 km² sur la mer Rouge a été attribué au ministère des Finances. Le terrain en question, situé dans la région de Ras Shukeir, à environ 350 km au sud-est du Caire, près de l'extrémité sud du golfe de Suez, sera utilisé comme garantie pour l'émission de sukuk, des certificats financiers conformes à la charia islamique. Selon le ministère des Finances, cette décision fait partie d'une stra-

tégie visant à diversifier les sources de financement de l'Etat en mobilisant des actifs publics pour lever des fonds tout en limitant le recours aux emprunts classiques. « Une partie sera utilisée pour l'émission de sukuk souverains, ce qui permettra de financer les besoins du budget général de l'Etat à des conditions avantageuses », a précisé le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, lors d'une conférence de presse le 12 juin. Ces terrains resteront pleinement la propriété de l'Etat égyptien, représenté par le ministère des Finances. « Cette attribution ne correspond pas à une renonciation au terrain à des investisseurs privés, mais s'inscrit dans une démarche de valorisation au profit des fi-

nances publiques », a ajouté Kouchouk. L'utilisation des sukuk devrait permettre d'attirer des partenaires privés, égyptiens et étrangers, en vue de développer sur ces terrains des projets économiques, touristiques et immobiliers, générant ainsi des revenus durables et créant de nouveaux emplois. Le gouvernement espère ainsi générer des revenus durables, créer de nouveaux emplois et soutenir la croissance tout en allégeant la dette publique. Ahmed Kouchouk a d'ailleurs expliqué que ces opérations pourraient remplacer une partie de la dette, ce qui permettra de réduire le service de la dette et de transformer ces terrains en projets productifs générant des ressources pérennes pour l'Etat. Le premier

ministre, Mostafa Madbouly, avait dit en mars que le gouvernement visait à réduire la dette extérieure de 1,5 à 2 milliards de dollars par an. Il a également expliqué que les nouveaux instruments financiers avaient pour but de remplacer les dettes et de ne pas accroître le volume total de la dette extérieure, ce qui permettra de réduire le service de la dette. Cette nouvelle initiative intervient dans un contexte de forte pression sur les finances publiques, alors que la dette extérieure de l'Egypte a atteint 155,2 milliards de dollars fin septembre 2024, selon les chiffres de la BCE. Le gouvernement veut attirer 42 milliards de dollars d'investissements directs étrangers au cours de l'exercice fiscal débutant le 1er juillet.

TUNISIE

L’APIA annonce 56,6 \$ M investis dans l’agriculture pour 1117 emplois

Face à un chômage structurel en Afrique, les investissements ciblés s'imposent comme un levier clé pour dynamiser l'emploi des jeunes et renforcer la stabilité économique. En Tunisie, le secteur agricole bénéficie aujourd'hui d'un nouveau souffle grâce à une série de projets porteurs. À fin mai 2025, 1189 opérations d'investissement dans l'agriculture ont été approuvées par les comités d'octroi des avantages, pour un montant total de 166,1 millions de dinars (environ 56,6 millions de dollars). Selon le dernier bulletin statistique de l'Agence de promotion des investissements agricoles (APIA) publié mardi 17 juin, ces projets

permettront de générer 1117 emplois permanents. Ces chiffres témoignent d'une forte mobilisation de capitaux dans un secteur vital pour l'économie rurale et la lutte contre le chômage. Ces investissements visent principalement la modernisation des exploitations agricoles, le développement de cultures à haute valeur ajoutée ainsi que la transformation agroalimentaire. Ils s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à réduire la précarité, renforcer la sécurité alimentaire et stimuler une croissance inclusive. L'APIA souligne par ailleurs l'importance d'accompagner les promoteurs

agricoles, souvent issus de la jeunesse locale, en leur offrant des formations et un appui technique. D'après l'Institut national de la statistique (INS), le chômage des jeunes diplômés en Tunisie s'est accentué, atteignant 25 % au troisième trimestre 2024, contre 23 % au trimestre précédent. Face à ce défi, le secteur agricole, qui représente près de 10 % du PIB tunisien et emploie environ 15 % de la population active selon les données disponibles, constitue un levier majeur pour diversifier les emplois. L'impact durable de ces investissements dépendra de la continuité des politiques publiques, de la qualité de l'accompa-

gnement technique et de l'amélioration des infrastructures rurales. Le « Plan Maroc Vert », lancé en 2008, illustre parfaitement l'importance d'une approche intégrée alliant formation, financement et innovation pour créer des emplois durables. En dix ans, ce programme a permis la création de plus de 340 000 emplois directs, tout en modernisant le secteur agricole et en dynamisant les zones rurales. Pour la Tunisie, renforcer les partenariats publics-privés et garantir l'accès des jeunes aux outils numériques et aux marchés sont également essentiels pour transformer ces investissements agricoles en opportunités d'emploi pérennes.

INSTITUTE FOR ECONOMICS & PEACE

Classement des pays africains les plus paisibles en 2025

Sur les 50 pays africains étudiés, plus de la moitié ont vu leur situation en matière de paix se détériorer. L'Afrique subsaharienne est la région qui compte le plus grand nombre de pays impliqués dans des conflits, mais c'est la région Moyen-Orient & Afrique du Nord qui demeure la zone la moins paisible de la planète.

L'île Maurice, le Botswana et la Namibie sont les pays les plus paisibles en Afrique en 2025, selon un classement publié le mercredi 18 juin par le think tank australien Institute for Economics and Peace (IEP). L'indice mondial de la paix (Global Peace Index 2025/GPI) analyse les tendances de la paix dans 163 États et territoires indépendants, qui regroupent 99,7% de la population mondiale. Il s'appuie sur 23 indicateurs quantitatifs et qualitatifs répartis en trois domaines : le niveau de sûreté et de sécurité (terrorisme, homicides...), l'ampleur des conflits nationaux et internationaux en cours (guerre civile, conflit avec un autre pays...) et le degré de militarisation (budget de la défense, nombre de soldats, armement nucléaire...). Le score global de chaque pays est calculé sur une échelle de notation allant de 0 (situation de paix optimale) à 5 points (niveau de violence extrême). L'île Maurice, qui arrive à la 26e position à l'échelle mondiale, avec un score de 1,586 point, conserve son statut de pays le plus paisible d'Afrique pour la 18e année consécutive. Cet archipel de l'océan Indien est mieux

classé que plusieurs pays développés comme le Royaume-Uni, la France et les États-Unis. Le Botswana (43e rang mondial) occupe le deuxième rang à l'échelle africaine devant la Namibie (50e rang mondial), la Gambie (55e), la Sierra Leone (57e), Madagascar (59e), le Ghana (61e), la Zambie (64e) et le Sénégal (69e). Le Liberia (70e rang mondial) ferme le Top 10 africain. Au total, 26 pays africains ont vu leur situation en matière de paix se dégrader comparativement à l'édition 2024 de l'indice, alors que 22 ont connu une amélioration et deux sont restés stables.

Un impact économique mondial de 19 970 milliards \$

L'Afrique subsaharienne a vu son score moyen régresser de 0,17% par rapport à 2024. Elle reste la zone qui compte le plus grand nombre de pays en conflit. 36 pays de cette région sur 44 ont été impliqués dans un conflit au cours des cinq dernières années, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux sept pays impliqués en 2008. Mais c'est la région du Moyen-Orient

& Afrique du Nord qui demeure la zone la moins paisible du monde en 2025, avec quatre pays classés dans les dix derniers rangs du Global Peace Index : Soudan, Yémen, Syrie et Israël. L'Europe occidentale et centrale est la région la plus paisible de la planète. L'Islande arrive en tête du classement mondial des pays les plus paisibles depuis la toute première publication de l'indice, en 2008. Cette année, le reste du podium est complété par l'Irlande et la Nouvelle-Zélande. Au fond du classement, la Russie et l'Ukraine ferment la marche. Globalement, l'édition 2025 du Global Peace Index révèle que la paix mondiale est à son niveau le plus bas depuis le lancement de l'indice. 87 pays ont vu leur situation se dégrader en 2024, alors que 74 autres ont connu une amélioration. Il y a actuellement 59 conflits étatiques actifs, le plus grand nombre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et 152 000 décès liés à des conflits ont été enregistrés en 2024. L'impact économique mondial de la violence a atteint 19 970 milliards de dollars durant l'année écoulée, soit 11,6 % du PIB mondial.

RDC

L'embargo sur les exportations de cobalt prolongé de 3 mois

En février, la RDC, 1er producteur mondial de cobalt, annonçait la suspension des exportations pour 4 mois. Une décision qui visait à rééquilibrer le marché mondial de ce métal, dont les prix ont baissé en raison d'une offre excédentaire. Initialement prévu pour prendre fin dimanche 22 juin, la suspension des exportations de cobalt par la République démocratique du Congo est désormais prolongée de trois mois supplémentaires. C'est ce qui ressort

d'un communiqué publié le samedi 21 juin par l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des Substances Minérales Stratégiques (ARECOMS), qui attribue cette décision à l'accumulation de « stocks toujours importants sur le marché ». Instaurée pour une période de quatre mois en février dernier, cette mesure visait à réduire l'offre mondiale de ce métal, dont l'excédent a entraîné une importante baisse des prix. La RDC en est en effet le premier producteur

mondial, représentant environ 70% de l'offre globale. Le pays accueille aussi les principaux producteurs mondiaux de cobalt, dont le chinois CMOC et le suisse Glencore. Aucune réaction officielle n'a encore été enregistrée de la part de ces compagnies. L'ARECOMS prévoit de se prononcer à nouveau sur la mesure avant la fin des trois mois. Il pourrait notamment être question d'une décision « modifiant, prolongeant ou mettant fin » à la suspension. Notons que l'introduction

d'un système de quotas sur les exportations a été évoquée ces derniers mois, comme potentielle alternative à l'embargo. Reste à voir l'évolution de la situation sur le marché et la posture qu'adopteront les autorités congolaises d'ici les prochains mois. En attendant, notons que le prix du cobalt est passé de 20 900 USD la tonne fin février à 30 200 USD la tonne actuellement sur le London Metal Exchange (LME), en hausse d'environ 45% sur la période.

FIN D'ORANO AU NIGER

L'impact sur l'approvisionnement de la France en uranium

En 2024, 65% de la production d'électricité en France provenait de centrales nucléaires dont l'alimentation est notamment pourvue par les mines d'uranium exploitées par Orano. En 2022, la mine nigérienne du groupe public avait fourni 20% des importations françaises d'uranium. Le Niger a annoncé le jeudi 19 juin la nationalisation de sa seule mine d'uranium encore en activité. Exploitée depuis 1971 par le groupe français Orano (ex-Areva), cette mine couvrait une part de la demande des centrales nucléaires françaises, plaçant le Niger au deuxième rang des fournisseurs d'uranium de l'Hexagone en 2022. Le retrait forcé d'Orano n'aura néanmoins qu'un impact limité sur l'approvisionnement français en uranium pour au moins deux raisons. Avant la nationalisation, Paris ne recevait déjà plus de livraisons d'uranium nigérien, car Niamey a bloqué les exportations

d'Orano depuis le coup d'Etat de juillet 2023. La production d'électricité nucléaire française a malgré tout progressé de 15% en 2023, puis de 13% en 2024. La raison à cela est que les centrales disposent de réserves couvrant plusieurs années de consommation, ce qui rend leurs chaînes d'approvisionnement moins sensibles aux chocs passagers. La deuxième raison réside dans la diversification des fournisseurs. D'après les chiffres de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) repris dans le journal Le Monde, 10 pays ont approvisionné la France en uranium sur la période 2012-2022. Les 5 principaux fournisseurs en 2022 étaient le Kazakhstan (37,3% des importations), le Niger (20,2%), la Namibie (15,8%), l'Australie (13,9%) et l'Ouzbékistan (12,9%). Cette stratégie de diversification s'est récemment accélérée, avec la signature en janvier 2025 d'un accord permettant à

Orano d'exploiter la première mine d'uranium de Mongolie. Avec un investissement initial de 500 millions USD et quatre ans de travaux, le groupe français disposera d'une mine dont la capacité nominale est estimée à environ 2500 tonnes par an. Elle rejoindra plusieurs mines qu'il co-détient au Kazakhstan et au Canada. Des actifs qui affichent une capacité de production annuelle cumulée de plus de 20 000 tonnes. A titre de comparaison, la mine nationalisée par Niamey présente une capacité de production annuelle de 2000 tonnes. Mais le départ d'Orano du Niger obligera l'Etat français, qui détient plus de 90% de parts dans le groupe, à de nouveaux arbitrages. Il faudra observer dans les années à venir comment seront remplacés les volumes d'uranium jusqu'ici fournis par le Niger, ou encore l'impact éventuel sur le parc nucléaire qui a assuré 65% de la production française d'électricité en 2024.

DIAMANTS NATURELS L'Angola et De Beers vont allouer 16 millions \$ à une campagne mondiale de pub

Les pays africains producteurs de diamants ont signé cette semaine un accord avec d'autres géants mondiaux de l'industrie pour stimuler la demande de diamants naturels, concurrencés par les pierres synthétiques. Ils veulent consacrer 1% de leurs revenus annuels à une campagne de publicité. En Angola, Endiama et Sodiam, les deux compagnies publiques en charge de la production et du négoce des diamants ont décidé d'allouer au second semestre 2025 8 millions USD à une campagne publicitaire mondiale autour de ces pierres naturelles. Le groupe De Beers a également décidé de mobiliser 8 millions USD à cet effet, a annoncé le jeudi 19 juin le Natural Diamond Council (NDC), chargé de piloter le projet. Endiama et Sodiam deviendront membres contributeurs du NDC à compter du 1er juillet 2025. Leur arrivée au sein de cette organisation à but non lucratif dédiée à la sensibilisation des consommateurs sur la valeur des diamants naturels survient au lendemain d'un accord historique signé par les principaux producteurs africains. Réunis mercredi dernier à Luanda, la capitale angolaise, le Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie, la République démocratique du Congo et l'Angola ont décidé de consacrer 1% des revenus annuels des ventes de diamants bruts au financement de la campagne internationale de publicité susmentionnée. Si aucun montant cible n'a été annoncé, les premiers financements de l'Angola et du groupe De Beers illustrent l'ampleur que veulent donner à cette campagne les signataires de l'Accord de Luanda. À titre de comparaison, la dernière campagne majeure lancée en 2023 par De Beers, premier producteur mondial de diamants en valeur, s'est vu allouer un budget global de 20 millions USD. Les contributions du Gem & Jewellery Export Promotion Council (GJEPC), principale organisation indienne des tailleurs et polisseurs de diamants, du centre de diamants d'Anvers (AWDC) et du Dubai Multi Commodities Centre, également signataires de l'Accord, sont encore attendues. Avec cette campagne, les pays et organisations concernés veulent raviver l'intérêt et raffermir la confiance des consommateurs dans les diamants naturels, concurrencés depuis quelques années par les diamants synthétiques. Aucun détail n'a encore été donné sur les caractéristiques de la campagne, notamment sa durée et les résultats attendus. Notons toutefois que le second semestre de l'année est la saison par excellence du diamant, avec les différentes fêtes et célébrations de fin d'année (Diwali, Thanksgiving, Noël, Nouvel An, etc.) qui stimulent traditionnellement la demande mondiale de bijoux.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Iran, droits de douane... le début de l’été sera chaud !

Les places financières ont enregistré des mouvements limités face aux tensions géopolitiques. De nombreuses réunions de banques centrales ont aussi animé la semaine, sans provoquer de réactions majeures. Tout reste suspendu aux décisions de Donald Trump, qui doit décider au cours des deux prochaines semaines si les Etats-Unis frappent l'Iran.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
Entain +12,75 % : le propriétaire de Lad-brokes a annoncé des résultats et des perspectives solides pour sa coentreprise BetMGM, grâce à la dynamique de ses divisions iGaming et paris sportifs en ligne. Stora Enso +15,94 % : le groupe suédo-finlandais spécialisé dans les emballages et le papier va procéder à une révision stratégique de ses activités forestières. Une scission partielle est envisagée. L'initiative vise à renforcer la croissance, réduire la dette et valoriser des actifs forestiers différenciants dans un secteur en difficulté.
Kering +3,73 % : Luca de Meo, qui a réussi à remettre Renault sur les rails depuis la pandémie, va tenter de refaire le coup sur la maison mère de Gucci et Balenciaga. Il a passé toute sa carrière dans l'automobile mais il est spécialisé en redressement de marques et en marketing. Il est aussi un fin connaisseur d'objets de luxe comme les montres suisses.
MTU Aero Engines +9,32 % : l'entreprise allemande de défense a relevé ses prévisions de moyen terme. Dans la foulée, plusieurs analystes ont révisé leur objectif de cours sur la valeur.
Saab +6,98 % : l'entreprise de défense a décroché un contrat de 1,4 milliard de couronnes avec l'armée suédoise pour la fourniture de systèmes radar Giraffe 4A.
AMD +10,4 % : le fabricant américain de semi-conducteurs a dévoilé sa nouvelle puce MI350X. Ce processeur graphique vise à relancer la division GPU du groupe, en perte de vitesse ces derniers mois.
Marvell Technologies +9,41 % : Bank of America a publié une note optimiste sur le fabricant américain de puces réseau suite à leur récent évènement permettant une extension de leur gamme de puces. Elle anticipe une forte progression du marché des data centers d'ici 2028, ce qui soutient les perspectives du groupe.
Warner Bros +5,38 % : les créanciers ont validé le plan de restructuration de la dette, étape clé vers la scission stratégique du groupe de médias et de divertissement.

Flops:
Rémy Cointreau -11,12 % : le groupe de spiritueux est en plein calvaire. Le broker Alpha Value est pessimiste pour les résultats annuels compte tenu de l'impact des droits de douane et des difficultés générales du marché. La division Cognac, responsable de près de 65% des ventes totales, devrait être la plus touchée.
Colruyt -6,63 % : le distributeur continue de céder des parts de marché en Belgique. La concurrence est très forte et la demande ne progresse plus. Colruyt ne parvient plus à se distinguer et les perspectives pour le nouvel exercice sont timides.
Lennar -2,02 % : le constructeur de maisons américain a publié des résultats trimestriels au-dessus des attentes. Mais les taux d'intérêt élevés pèsent sur l'activité et la direction estime que la baisse des prix est le seul levier pour maintenir les vo-

lumes.
Teleperformance -16,95 % : la nouvelle stratégie du spécialiste de la relation client déçoit les investisseurs, qui voient un contraste entre les opportunités dans l'IA qu'évoque la société et les objectifs timides à moyen terme. La croissance n'est plus celle des années antérieures.
Visa / Mastercard -5,17 % : la nouvelle législation américaine sur les stablecoins pourrait réduire le rôle des solutions de paiement traditionnelles dans certaines transactions. A l'inverse, les plateformes d'échange comme Coinbase profitent de la nouvelle.

Matières premières
Energie : Les marchés pétroliers restent sous tension en raison de la montée des hostilités entre Téhéran et Tel-Aviv. Les prix du pétrole ont donc grimpé, surtout le Brent, qui est plus sensible aux tensions internationales que le WTI, ce dernier étant davantage influencé par les dynamiques de son marché domestique. Autrement dit, le spread entre le Brent et le WTI tend à s'élargir lorsque les tensions géopolitiques augmentent. Bien que le marché reste tendu, aucun signal ne laisse présager de perturbations immédiates dans l'approvisionnement mondial en pétrole. Les États-Unis se donnent deux semaines pour décider d'une éventuelle implication, ce qui pourrait ouvrir la porte à de nouveaux pourparlers diplomatiques. Les discussions internationales, notamment entre l'Iran et des ministres européens, ouvrent la voie à une possible résolution pacifique du conflit. En attendant, le pétrole continue de circuler, même le pétrole iranien. Les investisseurs considèrent que le scénario "cauchemar" d'une fermeture du détroit reste peu probable à court terme. En toile de fond, les derniers rapports de l'OPEP et de l'Agence internationale de l'énergie suggèrent que l'offre mondiale de pétrole reste globalement suffisante pour répondre à la demande actuelle. Bien sûr, toute nouvelle détérioration des conditions de sécurité dans le détroit d'Ormuz pourrait changer rapidement cette dynamique. Le marché reste en quête de signes de désescalade ou de détérioration de la situation.
Métaux : Cela peut paraître contre-intuitif : en dépit des tensions géopolitiques, l'or a perdu du terrain cette semaine. Le métal doré a même enregistré cinq jours de baisse consécutifs et se négocie autour de 3350 USD. La hausse du dollar et surtout la politique de la Réserve Fédérale, qui a tempéré les attentes de baisse des taux, ont pesé sur l'or. Le cuivre a également reculé à Londres. De mauvaises données sur le prix de l'immobilier en Chine ont déprimé les cours. La tonne de cuivre s'échange à 9615 USD (prix cash).
Produits agricoles : À Chicago, le cours du maïs se stabilise à 445 cents le boisseau, tandis que celui du blé a bondi à 585 cents (contrat échéance septembre 2025). Ce mouvement technique est lié aux rachats de positions courtes. D'un point de vue des fondamentaux, les pressions provenant des récoltes européennes et de la

région de la mer Noire pourraient peser sur les prix.

Macroéconomie
Macro : Fin de semaine pour les banques centrales. Après la BCE, ce fut au tour de la Fed, de la BNS et de la BOE de se livrer à l'exercice périlleux de la prospective économique et de la politique monétaire. Si l'Angleterre a opté pour un statu quo, la Suisse a réduit ses taux à zéro. Preuve que l'on peut avoir à la fois des taux faibles et une devise forte pour peu que les autres paramètres soient au rendez-vous : stabilité politique et fiscale, infrastructures développées, pricing power à l'export etc. Du côté des Etats-Unis, les choses semblent plus compliquées pour la Fed qui est toujours prise entre une inflation élevée, un marché de l'emploi (trop) résilient et des incertitudes géopolitiques grandissantes. Un seul mot d'ordre : il est prudent d'attendre même si deux baisses de taux d'ici la fin de l'année font toujours consensus.
Crypto : Troisième semaine consécutive que le bitcoin clôture autour des 105 000 dollars. Du côté des ETF Bitcoin Spot, la dynamique reste positive avec plus d'un milliard de dollars d'entrées nettes enregistrées depuis lundi. Plus largement, les principales cryptomonnaies en tête de classement par valorisation évoluent à l'équilibre cette semaine. Côté actualité, Coinbase prépare un tournant stratégique : la plateforme veut lancer le trading d'ac-

tions tokenisées disponible 24h/24 et 7j/7. Pour sécuriser juridiquement ce projet, elle a sollicité une lettre de non-action auprès de la SEC. L'ambition ? Numériser nativement les titres financiers (actions, obligations, fonds) pour les rendre plus accessibles et moins coûteux. En parallèle, Coinbase (encore) et Gemini sont en passe d'obtenir leur licence MiCA via le Luxembourg et Malte, ce qui leur ouvrira les portes de l'ensemble du marché européen. L'Europe trace ainsi une ligne de crête : attirer les géants américains de la crypto tout en maintenant un haut niveau de protection des investisseurs, sur un marché qui pèse désormais 3 200 milliards de dollars.
Donald Trump profitera-t-il de la première semaine de l'été pour rappeler aux "partenaires" des Etats-Unis qu'aucun accord commercial n'a encore été signé ? Nous sommes prêts à prendre le pari que le président des Etats-Unis sera tenté de faire une piqûre de rappel, entre deux déclarations sur l'Iran. Sur l'agenda hebdomadaire, on retrouve les indicateurs d'activité PMI de juin des principales économies (lundi) et l'inflation PCE américaine (vendredi). Entre les deux, le patron de la Fed, Jerome Powell, passera sur le gril du Congrès mardi et mercredi pour son audition de mi-année. Le calendrier des sociétés compte quelques entreprises dont les dates d'exercice sont peu conventionnelles, comme Prosus, Fedex, Micron et Nike.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 19 Juin 2025 Valeur : 23 Juin 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.3576	130.3726
1	EUR	EURO		149.5202	149.5634
1	GBP	POUND STERLING		174.8124	174.9029
100	JPY	JAPANESE YEN		89.6730	89.7141
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1296	18.1322
1	CHF	SWISS FRANC		159.0891	159.2045
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.0267	95.0584
1	DKK	DANISH KRONE		20.0464	20.0496
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4988	13.5035
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0339	13.0378
1	AED	UAE DIRHAM		35.4937	35.5045
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7426	34.7503
1	KWD	KUWAITI DINAR		425.4491	425.6370
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8658	44.3066
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2458	14.2474
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8571	23.9792
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2647	3.2749
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5799	177.5799

GUERRE IRAN-ISRAËL

Trump annonce la destruction des sites nucléaires iraniens

Le président américain Donald Trump affirme que les capacités d'enrichissement nucléaire de l'Iran ont été entièrement détruites. Israël a salué un « tournant historique » avant d'être frappé par des missiles iraniens. La télévision publique a diffusé des images montrant d'importants dégâts « dans le centre » du pays. L'UE exhorte « toutes les parties à faire un pas en arrière ».

Au dixième jour de la guerre entre Israël et l'Iran, les États-Unis sont passés à l'action. Dimanche, Donald Trump a annoncé que l'armée américaine avait « totalement détruit les installations essentielles d'enrichissement nucléaire de l'Iran ». Selon le président américain, « l'Iran, le caïd du Moyen-Orient, doit maintenant faire la paix. S'ils ne le font pas, les prochaines attaques seront bien plus importantes, et bien plus faciles ».

Le président a précisé que les frappes avaient visé trois sites clés du programme nucléaire iranien : Fordo, Natanz et Isfahan. « Une pleine charge de bombes a été larguée sur Fordo », a-t-il déclaré. Situé sous une montagne, ce site stratégique est considéré comme le cœur du programme iranien. Des B-2, seuls avions capables de transporter les bombes anti-bunker GBU-57, ont été mobilisés depuis les États-Unis.

Téhéran dénonce une« agression criminelle »

Téhéran a reconnu les frappes sur les trois sites, tout en dénonçant une violation grave du droit international. « Les événements de ce matin sont scandaleux et auront des conséquences éternelles », a réagi sur X le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi. Il a accusé Washington de« comportement anarchique et criminel »et assuré que

l'Iran se réservait« toutes les options pour défendre sa souveraineté ».

Les forces armées iraniennes ont déclaré dimanche avoir pris pour cible plusieurs sites en Israël, dont l'aéroport international Ben Gourion, près de Tel-Aviv. La vingtième vague de l'opération Honest Promise 3 a été lancée avec des missiles à carburant liquide et solide de longue portée, selon un communiqué des forces armées iraniennes cité par l'agence Fars. Ces engins seraient dotés d'ogives à « puissance dévastatrice » et auraient visé notamment un aéroport, un « centre de recherche biologique », des bases logistiques ainsi que plusieurs niveaux de centres de commandement et de contrôle. La télévision publique a diffusé des images montrant d'importants dégâts « dans le centre » du pays. L'armée israélienne a annoncé de son côté une nouvelle série de frappes dans l'ouest de l'Iran, peu après des tirs de missiles de la République islamique vers Israël à la suite à des frappes américaines de la nuit sur des centres du programme nucléaire iranien. Par ailleurs, l'agence atomique iranienne a déclaré que le programme nucléaire civil se poursuivrait « malgré les complots maléfiques de ses ennemis ». Le Hamas, allié de l'Iran et en guerre contre Israël depuis Gaza, a dénoncé une « agression criminelle » de la part des États-Unis. L'Autorité de sécurité nucléaire iranienne a déclaré qu'aucun signe de contamination

radioactive n'avait été détecté sur les sites touchés. L'Arabie saoudite a également indiqué « qu'aucun effet radioactif n'a été détecté sur l'environnement du Royaume et des États du Golfe ».

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a salué « une action historique ». Dans un message vidéo en anglais, il a déclaré : « Je vous remercie, le peuple d'Israël vous remercie. L'Amérique s'est montrée véritablement sans égale ». Selon lui, « la promesse de détruire le nucléaire iranien a été tenue. D'abord vient la force, ensuite vient la paix ». L'espace aérien israélien a été fermé jusqu'à nouvel ordre, a annoncé l'Autorité aéroportuaire, tandis que les points de passage terrestres avec l'Égypte et la Jordanie restent ouverts. De son côté, le gouvernement irakien a condamné dimanche les frappes, y voyant une « escalade militaire » qui « menace la sécurité et la paix au Moyen-Orient » et « met gravement en péril la stabilité régionale ». L'Arabie Saoudite fait part de « sa grande préoccupation. » L'UE exhorte « toutes les parties à faire un pas en arrière ».

Depuis le 13 juin, les tirs iraniens ont tué 25 personnes en Israël. Les frappes israélo-américaines ont causé la mort de plus de 400 personnes en Iran, selon les autorités sanitaires iraniennes. L'ONG HRANA évoque au moins 657 morts et plus de 2.000 blessés, civils et militaires confondus.

FRANCE/CANICULE

Les entreprises appelées à prendre leurs responsabilités

Alors que la France affronte un nouvel épisode de canicule, Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du Travail, rappelle aux employeurs qu'ils doivent agir pour protéger leurs salariés. Un décret renforçant leurs obligations en cas de fortes chaleurs entrera en vigueur le 1er juillet, mais le Code du travail impose déjà certaines mesures. Alors que 16 départements sont en vigilance orange ce samedi 21 juin, la ministre du Travail rappelle que les

employeurs sont responsables de la sécurité de leurs salariés face aux risques liés à la chaleur. « Si les nouvelles obligations de prévention prévues par le décret du 27 mai n'entrent en vigueur qu'au 1er juillet, le Code du travail vous invite déjà à agir sans attendre », écrit Astrid Panosyan-Bouvet sur le réseau social X. Selon le Code du travail, l'employeur doit prendre « les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des tra-

vailleurs ». Ce qui implique déjà la mise en place de certaines dispositions élémentaires (renouvellement de l'air, mise à disposition d'eau fraîche...), même si aucun seuil de température n'est donné dans le Code du travail. Le décret auquel fait référence la Ministre vient d'être annoncé. Il renforce le cadre légal en prévoyant qu'en cas d'épisode de chaleur intense (vigilance jaune, orange et rouge de Météo France), les entreprises devront adapter les

horaires de travail, aménager des temps de pause supplémentaires, fournir au moins trois litres d'eau fraîche par jour à chaque salarié en cas de nonaccès à l'eau courante, et mettre en place des dispositifs de protection (zones d'ombre, vêtements adaptés, équipements de brumisation, etc.). Elles devront également informer et former les employés aux signaux d'alerte d'un coup de chaleur, et instaurer un protocole de signalement en cas de malaise.

ROYAUME-UNI

Enquête contre Amazon pour ses retards de paiements aux fournisseurs

Le régulateur britannique des produits alimentaire a annoncé vendredi l'ouverture d'une enquête contre le géant de la vente en ligne Amazon, soupçonné de paiements tardifs à des fournisseurs du secteur alimentaire, une pratique interdite par les règles de l'industrie. Le Groceries Code Adjudicator (GCA) explique dans un communiqué disposer de "motifs raisonnables" pour soupçonner le groupe d'avoir enfreint ces règles, qui exigent que les plus grands distribu-

teurs britanniques - au chiffre d'affaires annuel de plus d'un milliard de livres (1,2 milliard d'euros) dans le secteur - traitent leurs fournisseurs de manière équitable. "Les retards présumés pourraient exposer les fournisseurs d'Amazon à des risques excessifs et à des coûts imprévus, ce qui pourrait affecter leur capacité à investir et à innover", explique Mark White, responsable du GCA. Si l'infraction était avérée, Amazon pourrait écoper d'une amende pouvant atteindre 1% de son chiffre d'affaires annuel au

Royaume-Uni. "Nous avons déjà apporté des améliorations significatives" aux fournisseurs, "notamment en matière de pratiques de paiement", a réagi un porte-parole d'Amazon, assurant que l'entreprise allait "coopérer pleinement" à l'enquête. Celle-ci porte sur une période allant de mars 2022 et juin 2025, précise la GCA, qui avait déjà demandé en 2024 à Amazon de prendre des mesures "rapides et globales" après des plaintes de fournisseurs.

FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG
Plus de 1.000 accords d'une valeur de 80,3 milliards de dollars signés

Ce sont au total 1.060 accords d'une valeur de 6.300 milliards de roubles (environ 80,3 milliards de dollars) qui ont été signés lors du 28e Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF), a annoncé samedi Anton Kobayakov, le conseiller présidentiel russe. M. Kobayakov, qui est également secrétaire exécutif du comité d'organisation du SPIEF, a annoncé les chiffres lors de la conférence de presse de clôture du Forum. A cette occasion, il a aussi souligné un sentiment d'optimisme renouvelé sur la restauration des liens commerciaux mondiaux, notant en outre que le forum de cette année a attiré les délégués de plus de 100 pays et régions. L'événement, dont le thème était "Valeurs partagées : le fondement de la croissance dans un monde multipolaire", comportait plus de 350 événements, dont 24 dialogues commerciaux avec des pays et régions partenaires clés. Le conseiller présidentiel a par ailleurs annoncé que l'Arabie saoudite sera le pays invité du SPIEF 2026. Organisé pour la première fois en 1997, le SPIEF est devenu l'un des forums économiques internationaux les plus importants de la Russie.

MEXIQUE
Saisie de 110.000 comprimés de Fentanyl

Les autorités mexicaines ont annoncé samedi l'arrestation de trois personnes en possession de 110.000 comprimés de Fentanyl à Ciudad Juarez, ville frontalière avec les Etats-Unis, lors d'une opération. Le ministère de la Sécurité publique a indiqué dans un communiqué que deux hommes et une femme à bord d'une voiture avaient été arrêtés après une brève poursuite à Ciudad Juarez. "Lors d'une inspection (...), dix paquets emballés dans du plastique transparent contenant 110.000 comprimés de Fentanyl" ont été trouvés, a indiqué le ministère. Le communiqué précise que la femme est américaine, que l'un des hommes a la double nationalité mexicaine et américaine mais ne donne aucune information sur le troisième. Dans un autre communiqué, le ministère a indiqué que les autorités avaient arrêté une personne qui transportait 322 kilos de méthamphétamine dans la ville de Tijuana, également frontalière avec les Etats-Unis. Il a précisé qu'après cette arrestation, les forces de sécurité avaient perquisitionné un domicile où 422 kilos supplémentaires de cette drogue avaient été découverts.

Ce que l'observatoire Vera C. Rubin va montrer du ciel va dépasser tout ce qu'on a vu jusqu'ici

L'observatoire Vera C. Rubin dévoilera ses premières images ce lundi 23 juin. Doté de la plus grande caméra jamais envoyée dans l'espace, il s'apprête à filmer le ciel avec une précision et une couverture inédites. Une décennie d'observation continue pourrait faire émerger des objets et phénomènes encore jamais détectés.

Le ciel nocturne va bientôt changer de visage. Installé au sommet du Cerro Pachón, au nord du Chili, l'observatoire Vera C. Rubin entame une campagne d'observation de dix ans qui couvrira l'intégralité du ciel austral tous les trois jours. Son télescope de 8,4 mètres utilisera une caméra de 3,2 gigapixels pour enregistrer des données à une cadence et une résolution jamais atteintes dans un relevé astronomique. Ce programme s'appelle le LSST, pour Legacy Survey of Space and Time. À partir du 23 juin, les premières images seront rendues publiques. Plusieurs chercheurs s'attendent à une bascule comparable à celle du télescope James Webb en 2022. Mais Rubin observe un autre territoire, sur d'autres échelles, avec une ambition encore plus panoramique. Ce qu'il montrera pourrait transformer la quantité d'informations disponibles à portée de ciel.

Rubin va enregistrer l'évolution du ciel comme on filme un paysage au ralenti

Tous les trois jours, l'observatoire balaiera le ciel austral en entier. Ce rythme permet à la fois de suivre des objets qui se déplacent vite, comme des astéroïdes, et de repérer des phénomènes ponctuels, comme des supernovas. La caméra LSSTCam, la plus grande jamais construite, captera chaque recoin visible depuis le Chili sur toute une décennie. « C'est une première, nous allons étudier l'intégralité du ciel visible pendant



dix ans », résume Andrés Alejandro Plazas Malagón, chercheur à Stanford. L'objectif n'est pas de capturer une image fixe, mais de produire une sorte de chronologie visuelle continue du ciel. Željko Ivezić, directeur du projet, parle déjà du « plus grand film de tous les temps ».

Cette capacité ouvre la voie à une vision inédite, à la fois large et fine. Miria Montes, chercheuse à l'Institut des sciences spatiales, souligne que « les relevés vont souvent très profond, ou très large. Là, on aura les deux. Cela nous aidera à voir des choses qui ne sont généralement pas très nettes ». Des milliards de galaxies, de nouvelles étoiles, des détails invisibles jusqu'à présent : Rubin créera un univers

animé, à très grande échelle.

Un instrument conçu pour capter aussi ce que personne n'attendait

Plusieurs scientifiques insistent sur un point : Rubin ne servira pas uniquement à confirmer des hypothèses sur la matière noire ou l'énergie sombre. Il fonctionnera aussi comme un guetteur du ciel, capable de signaler des objets marginaux, oubliés ou encore inconnus.

Le télescope pourrait ainsi détecter des milliers de naines brunes, ces « étoiles ratées » trop froides pour émettre une lumière visible. « Rubin pourrait multiplier par 20 notre catalogue de naines brunes dans la Voie lactée », estime un

des chercheurs interrogés. La vision infrarouge du télescope Simonyi, combinée au champ de vision large, permettra d'identifier ces objets faibles émettant dans l'infrarouge.

D'autres suivront la lumière intra-amas, produite par les étoiles perdues entre les galaxies. Cette lumière, encore peu documentée, renseigne sur la formation des amas galactiques. Rubin devrait permettre, pour la première fois, d'en étudier la source, la composition et la distribution à grande échelle. Certaines découvertes pourraient même venir de passionnés. Giuseppe Donatiello, astronome amateur, a déjà identifié 11 galaxies naines grâce à des relevés profonds. Il attend avec impatience ce que Rubin va révéler : « La nature est plus imaginative que nous. Il faut avoir l'esprit ouvert à tout ».

Cette ouverture, Rubin l'encourage par sa structure même. Le LSST n'impose pas un sujet d'étude unique. Il produit des données, en continu, accessibles à une grande partie de la communauté scientifique. Le reste dépendra de ce que chacun cherchera à y voir. La première publication d'images aura lieu ce lundi 23 juin. Selon Luz Angela García Peñaloza, cosmologue à Bogotá, « Vera Rubin va observer un nombre incalculable de galaxies en une nuit ». Plusieurs scientifiques espèrent un champ profond contenant des dizaines de milliers de galaxies et d'étoiles. Mais personne ne sait à l'avance quelle image sera choisie. En attendant, le ciel reste plein de promesses.

Source : Space.com

Après Ray-Ban, Meta sort ses lunettes connectées sous la marque Oakley

Meta élargit sa gamme de lunettes connectées en s'associant à Oakley pour cibler spécifiquement les sportifs. Cette nouvelle paire jouit d'une autonomie doublée et d'une caméra 3K intégrée.

Meta continue son incursion dans le secteur des lunettes connectées en dévoilant une nouvelle gamme. Après le succès commercial des Meta Ray-Ban, qui ont écoulé plus de deux millions d'exemplaires, l'entreprise de Mark Zuckerberg dévoile sa collaboration avec Oakley. Cette alliance vise à conquérir un segment jusqu'alors inexploré : celui des utilisateurs sportifs et actifs, avec des fonctionnalités renforcées et une résistance accrue aux conditions d'utilisation intensive.

Meta mise sur Oakley pour séduire les sportifs avec de nouvelles lunettes prometteuses



La gamme Oakley Meta HSTN conserve l'architecture des lunettes Meta Ray-Ban tout en proposant des améliorations substantielles. Le modèle intègre une caméra frontale, des haut-parleurs à conduction osseuse et des microphones intégrés dans la monture. Une fois appairées avec un smartphone, ces

lunettes permettent d'écouter de la musique ou des podcasts, de passer des appels téléphoniques et d'interagir avec Meta AI. L'intelligence artificielle peut répondre aux questions sur l'environnement visuel de l'utilisateur et même assurer des traductions linguistiques en temps réel.

L'orientation sportive de ces nouvelles lunettes se matérialise par une certification d'étanchéité IPX4 et une autonomie doublée par rapport aux Meta Ray-Ban, atteignant huit heures d'utilisation continue. L'étui de charge permet quant à lui d'alimenter les lunettes pendant 48 heures supplémentaires. La caméra intégrée bénéficie également d'une montée en gamme avec une capacité d'enregistrement vidéo en 3K, contre 1080p pour les modèles Ray-Ban.

Commercialisation prévue cet été : la France concernée ?

D'après les informations relayées par nos confrères de The Verge, pas moins de cinq combinaisons de montures sont proposées, toutes compatibles avec des corrections optiques (en supplément). Les coloris disponibles incluent le gris, le noir, le brun et le transparent, avec

plusieurs options de verres dont des verres photochromiques. Le modèle en édition limitée à 499 dollars, disponible en précommande dès le 11 juillet prochain, se distingue par ses accents dorés et ses verres Oakley PRIZM dorés. Les autres modèles démarrent quant à eux à 399 dollars et seront commercialisés plus tard cet été.

Le déploiement est prévu dans une quinzaine de pays, dont la France, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou encore la Belgique. Cette expansion s'appuie sur l'accord pluriannuel récemment signé entre Meta et EssilorLuxottica, groupe propriétaire des marques Ray-Ban, Oakley et d'autres enseignes de lunetterie. EssilorLuxottica a d'ailleurs révélé son ambition de vendre 10 millions de lunettes intelligentes Meta par an d'ici 2026.

Source : The Verge

Comment protéger la carrosserie de ma voiture sous un soleil brûlant ?

Les fortes chaleurs de l'été peuvent mettre à rude épreuve la carrosserie de votre voiture. Entre rayons UV, poussières et températures extrêmes, la peinture et les éléments extérieurs souffrent. Quelles sont les bonnes pratiques pour préserver l'éclat de votre véhicule ? Avec les chaleurs actuelles, il est temps de faire le point. Cet article vous guide pour protéger votre carrosserie sous un soleil de plomb, tout en évitant les erreurs courantes.

Avec les vagues de chaleur de plus en plus fréquentes en France, la carrosserie de votre véhicule est exposée à des conditions extrêmes. Les rayons ultraviolets (UV), la poussière abrasive et les températures élevées peuvent ternir la peinture, endommager les joints ou fragiliser les plastiques. Pourtant, des gestes simples, conformes aux recommandations des professionnels et aux normes environnementales françaises, permettent de protéger votre voiture. Voici tout ce qu'il faut savoir pour garder votre carrosserie impeccable, même sous un soleil brûlant.

Comprendre les effets de la chaleur sur la carrosserie

Les fortes chaleurs, souvent supérieures à 30 °C en été, accélèrent le vieillissement de la peinture automobile. Selon l'Agence de la transition écologique (ADEME), les rayons UV dégradent les pigments de la peinture, entraînant une décoloration progressive. La chaleur peut également provoquer des microfissures sur les vernis et rendre les plastiques (pare-chocs, rétroviseurs) plus cassants. Enfin, la poussière et les insectes collés sur la carrosserie deviennent plus abrasifs lorsqu'ils sont exposés à de hautes températures.

Laver sa voiture : des règles à respecter

Un lavage régulier est essentiel pour protéger la carrosserie, mais attention aux contraintes légales en France. Le lavage des véhicules sur la voie publique est interdit, sauf dans des stations dédiées, pour éviter la pollution des sols et des eaux. Voici quelques conseils pour un lavage efficace et conforme :

- Choisissez une station de lavage : Les stations équipées de systèmes de recyclage d'eau respectent les normes environnementales. Préférez un lavage sans contact (rouleaux ou haute pression) pour éviter les micro-rayures. Les systèmes à rouleaux sont à proscrire, surtout sur une peinture noire.
- Utilisez des produits adaptés : Optez pour des shampoings auto avec un pH neutre, qui n'agressent pas la peinture. Évitez les détergents ménagers, non conformes aux recommandations des carrossiers.
- Lavez à l'ombre : Sous le soleil, l'eau sèche trop vite, laissant des traces. Lavez tôt le matin ou en fin de journée pour éviter les températures élevées.

Protéger la peinture contre les agressions solaires



Pour préserver l'éclat de votre carrosserie, plusieurs solutions s'offrent à vous :

- Appliquez une cire protectrice : Une cire de qualité forme une barrière contre les UV et les contaminants. Selon les professionnels, une application tous les trois mois est idéale.
- Utilisez un traitement céramique : Plus durable, ce revêtement protège la peinture jusqu'à deux ans, réduisant l'adhérence de la poussière et facilitant le nettoyage. En revanche, il est assez onéreux.
- Couvrez votre véhicule : Si vous stationnez en extérieur, une bâche respirante protège la carrosserie des UV et de la chaleur. Assurez-vous qu'elle soit bien ventilée pour éviter la condensation.

Stationnement stratégique : éviter les pièges du soleil

Le choix de l'emplacement de votre voiture est crucial. Le stationnement prolongé sur la voie publique est réglementé, de plus, une exposition continue au soleil peut aggraver les dommages à la carrosserie. Voici des astuces :

- Privilégiez l'ombre : Garez-vous sous un arbre ou un abri, mais attention aux résines d'arbres (comme le pin), qui peuvent tacher la peinture.
- Utilisez un pare-soleil : Il protège non seulement l'habitacle, mais réduit aussi la chaleur accumulée sur le capot et le toit.
- Évitez les parkings surchauffés : Les surfaces asphaltées réverbèrent la chaleur, augmentant la température autour du véhicule.

Les erreurs à éviter sous fortes chaleurs

- Certaines pratiques, bien que courantes, peuvent endommager votre carrosserie :
- Ne laissez pas la saleté s'accumuler : Les fientes d'oiseaux ou les insectes collés deviennent corrosifs sous l'effet de la chaleur. Nettoyez-les rapidement avec un chiffon microfibre humide.
 - Évitez les lavages à sec : Frotter une carrosserie poussiéreuse sans eau provoque des rayures.
 - Attention aux produits agressifs : Les solvants ou nettoyants non adaptés peuvent dégrader le vernis, surtout sous un soleil intense.

Réglementation et gestes écoresponsables

En France, la protection de l'environnement est au cœur des pratiques automobiles et nous vous encourageons à utiliser des produits de nettoyage biodégradables pour limiter la pollution. Préférez des shampoings auto écolabellisés et évitez de gaspiller l'eau. Certaines régions imposent des restrictions d'eau en été (arrêtés préfectoraux), rendant obligatoire le recours aux stations de lavage professionnelles.

Que faire en cas de dommages ?

Si la carrosserie présente des signes de dégradation (peinture ternie, micro-rayures), agissez vite :

- Polissage léger : Un polish adapté peut restaurer l'éclat, mais doit être réalisé par un professionnel pour éviter d'aggraver les dommages.
- Consultation d'un carrossier : Pour les rayures profondes ou les vernis abîmés, un spécialiste évaluera les réparations nécessaires, souvent couvertes par l'assurance si déclarées comme sinistre.
- Protection à long terme : Après réparation, appliquez un traitement protecteur pour éviter de nouveaux dégâts.

Conclusion : un été sans stress pour votre carrosserie

Protéger la carrosserie de votre voiture sous de fortes chaleurs demande un peu d'attention, mais les bons réflexes font la différence. Lavez régulièrement dans des conditions adaptées, protégez la peinture avec des produits spécifiques et choisissez un stationnement stratégique. En respectant les réglementations françaises et en adoptant des gestes écoresponsables, vous préserverez l'esthétique et la valeur de votre véhicule, même sous un soleil brûlant !

Mots fléchés

Officiers		Usuels		Spécialité de Saint-Claude		Basques		Inventoriée		Dans le sang		Gros véhicule	
Complot		Liés								Oiseaux migrants			
												Consomèrent	
Nul ne l'ignore				Renard polaire		Brouille		Cavités nasales					
Métiers de la route								Petits socles					
								Pis					Seigneur féodal
Natives					Charlot		Tarées						
Service de la poste							Renvois						
										Religieux	Commune ornaise		
											Deux romains		
Tentatives		Hô Chi Minh-Ville	Partie d'une chaîne					Orgueil-leux					
			Membres d'oiseaux					Charmante					
						Pâté							
						Piécette							
Toison	Planche de bois				Clone						Argent en argot		L'île singulière (expression due à Paul Valéry)
					Individu								
				Toto				Il en compte sept				Démesuré	
Obèse	Raseur							Inédite					
								Délaissées					
				Jadis une hirondelle		Manche au tennis				Précis			
						Riche				Pièce de quincaillerie			
Quatre romain	Vélo		Roi de Juda										
			Bandage de voiture					Austère					
		Victimes pour les rapaces								Vedettes de cinéma	Fleuve côtier		Main d'enfant
		Déambuler											
Parties mâles								Groupes d'abeilles					
Inaugure													
								Note de musique			Vieux		
								Figures géométriques					
Service sans retour	Dure					Avec clic						Indium	
	Agglomération					Certaine						Étendue de terre en mer	
				Prénom arabe		Transpirer					Fille de Cadmos		
						Avec les charges							
Armée irlandaise					Conduites						Touche le filet		
Astate					Branché						Exclamation du sud		
		Bouteilles								Désire			
Éliminés								Particule				Xénon	

TIZI-OUZOU

session de formation au profit des responsables du secteur de l’environnement

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Nadjiba Djilali, a annoncé, dimanche à Tizi-Ouzou, le lancement prochain d'une session de formation dans la gestion des déchets au profit des responsables des structures de son secteur. La ministre qui a visité le Centre d'enfouissement technique (CET) d'Oued Fali (Tizi-Ouzou), a indiqué que son département procèdera au lancement d'une formation au profit des directeurs et responsables des structures du secteur pour "une meilleure gestion des déchets". Cette formation, a-t-elle souligné, est destinée à "améliorer la gestion de ces structures en respectant les schémas directeurs établis pour mieux rentabiliser les déchets qui ne doivent plus être une charge, mais une richesse à exploiter".

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 23 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALIMENTATION SAINES

Un plan national en cours d’élaboration

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a révélé, hier à Alger, que le ministère s'attellait, en coordination avec d'autres secteurs, au lancement d'un plan national de l'alimentation définissant les normes d'une alimentation saine. Le ministre a précisé, lors d'une journée thématique sur "les mesures prises pour assurer une saison estivale saine et sûre", que la consommation de produits alimentaires industriels et les maladies qui en découlent, ont amené le ministère à lancer "une action commune, en coordination avec les ministères du Commerce, de l'Agriculture, de l'Environnement et d'autres ministères, dans le cadre d'un plan national de l'alimentation", selon l'approche "Une seule santé". Le ministère de la Santé vise à travers ce plan à "définir les normes d'une alimentation saine, en réduisant le taux de consommation de sucre, de matières grasses néfastes et de sel et en encourageant le citoyen à pratiquer une activité physique" afin "d'éviter les maladies, notamment les cancers", a expliqué M. Saihi. Dans le même sillage, le ministère de la Santé participera avec le ministère de l'Éducation nationale à "l'élaboration d'un programme national destiné aux élèves et aux enfants dans l'objectif de préserver leur santé", poursuit-il. De son côté, le spécialiste en médecine interne à l'hôpital de Birtraria, Dr. Kamel Kadri, a prodigué un ensemble de conseils et de recommandations en vue de "préserver la santé du citoyen, notamment durant la saison estivale, en adoptant une alimentation saine et variée".

LE MINISTRE DE L’INDUSTRIE REÇOIT SON HOMOLOGUE OMANAIS À ALGER

Promouvoir le rythme des partenariats industriels

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb a reçu, hier, le ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Qais Bin Mohammed Al Youcef, avec lequel il a convenu d'un ensemble de mesures visant à promouvoir le rythme des partenariats industriels entre les entreprises des deux pays, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, le ministre omanais était accompagné par l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, Saif Bin Nasser Bin Rashid Al-Badaai, le président du Conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oman (OCCI), Fayçal bin Abdullah Al-Rawas ainsi que Saad bin Suhail Al-Mukhaini Bahwan, l'un des principaux actionnaires du Groupe économique Bahwan et de la société algéro-omanaise Lil Asmida (AOA), en plus de plusieurs responsables et d'hommes d'affaires omanais. Cette rencontre intervient dans le cadre du "renforcement du partenariat stratégique entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la suite de sa dernière visite au Sultanat d'Oman,

ainsi que de la visite du Sultan d'Oman, sa Majesté Haitham ben Tariq en Algérie", ajoute le communiqué. A cette occasion, le ministre a salué le rôle positif du Sultanat d'Oman dans le soutien du partenariat économique bilatéral, notamment à travers sa contribution au projet d'industrie automobile "Hyundai" en Algérie, qualifiant ce projet de "modèle réussi de coopération industrielle de qualité". Les grandes opportunités d'investissement en Algérie ont été mises en avant par le ministre notamment dans les industries manufacturières, agroalimentaires et de recyclage industriel. Il a appelé, à ce propos, à promouvoir le rythme de partenariat effectif suivant une approche économique intégrée et mutuellement bénéfique. De son côté, le ministre omanais a exprimé sa gratitude pour le choix de son pays comme invité d'honneur de la prochaine édition de la Foire internationale d'Alger, dont l'ouverture est prévue demain lundi, estimant que ce geste témoigne de la profondeur des relations stratégiques entre les deux pays. A l'issue de la rencontre, les deux parties sont convenues de plusieurs mesures de renforcement de la coopération, notamment: l'examen de la création de zones

industrielles communes pour soutenir l'investissement et la production bilatéraux et l'examen de projets d'investissement dans les secteurs des industries manufacturières, agroalimentaires et du recyclage industriel. Il s'agit également de la création d'une base de données commune pour définir les opportunités d'investissement et accompagner les opérateurs des deux pays ainsi que l'encouragement des investissements mutuels en s'appuyant sur les atouts respectifs des deux économies à travers des mécanismes efficaces d'incitation et de soutien. Les deux parties ont également convenu de former un groupe de travail conjoint, composé de hauts cadres du ministère de l'Industrie et des entreprises omanaises spécialisées, dans le but d'élaborer une feuille de route opérationnelle et de la mettre en œuvre sur le terrain dans un délai ne dépassant pas un mois, selon la même source. Cette nouvelle dynamique confirme la volonté commune de construire un partenariat industriel intégré à même de contribuer au renforcement du développement économique et de la souveraineté industrielle dans les deux pays, conclut le communiqué du ministère de l'Industrie.

TRANSPORT ROUTIER/BLIDA

Mise en service d’une nouvelle ligne entre la nouvelle ville de Bouinane et El Harrach

Une nouvelle ligne reliant la nouvelle ville de Bouinane, Est de Blida, à la ville d'El Harrach (Alger) a été mise en service, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des Transports. Inscrite dans le cadre du renforcement du transport dans la wilaya, cette nouvelle ligne est assurée par quatre (4)

bus de 50 places chacun, relevant de l'entreprise publique économique (EPE) de transport des voyageurs du Centre, a indiqué le chargé de la direction, Amar Zidane. Cette initiative vise à couvrir la demande croissante sur le transport dans la région, tout en améliorant les prestations du secteur, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le

responsable a souligné la décision prise par la direction des Transports de Blida de renforcer la ligne reliant la gare routière de Blida à Ain Boucif (Médéa), avec quatre (4) bus de 25 places chacun, suite à l'abandon de l'activité par les transporteurs. M. Zidane a invité, à ce titre, les citoyens intéressés par l'activité de transport

de voyageurs sur cette ligne à se rapprocher des services de la direction. A rappeler que durant le mois de mai dernier, la ligne reliant la station de Larbaâ (Blida) à la station du 2 mai (Alger) via les Eucalyptus, a été renforcée par six (6) nouveaux bus relevant de l'Entreprise de transport urbain et suburbain (ETUSA).

ACCIDENT AU STADE DU 5 JUILLET

Le Président Tebboune ordonne une enquête

Sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une commission d'enquête a été mise en place pour déterminer les circonstances de l'accident tragique survenu, samedi soir, au stade du 5 juillet et ayant fait des morts et des blessés parmi les supporters, indique dimanche un communiqué des services du Premier ministre. «Suite à l'accident tragique survenu samedi soir 21 juin 2025 au stade du 5 juillet, et ayant fait des morts parmi les supporters, puisse Allah les entourer de Sa miséricorde et accorder aux blessés un prompt rétablissement, et sur instruction du président de la Répu-

blique, M. Abdelmadjid Tebboune, une commission d'enquête a été mise en place pour déterminer les circonstances de cet accident tragique, les manquements, et les responsabilités et poursuivre les personnes impliquées», précise le communiqué, ajoutant que cette commission «soumettra son rapport dans les plus brefs délais en vue de prendre les mesures légales nécessaires pour éviter la reproduction de tels accidents tragiques». «Cette commission est composée de représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Habitat et des Sports, ainsi que des services compétents relevant du Commandement de la

Gendarmerie nationale, de la Direction générale de la Sûreté nationale, et de l'Organisme national de contrôle technique de la construction, en plus des dirigeants du Mouloudia club d'Alger», conclut la même source. Il est à rappeler que le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, s'est rendu, samedi soir, en compagnie du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, et du conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication à la Présidence de la République, M. Kamel Sidi Said, au chevet des blessés suite à l'accident survenu au Stade du 5 Juillet,

indique dimanche un communiqué du ministère de la Santé. Le ministre s'est enquis de l'état de santé des blessés et des conditions de leur prise en charge, précise le communiqué, notant que les établissements hospitaliers de Beni Messous, Ben Aknoun et Bab El Oued ont accueilli 81 blessés, dont certains ont quitté les lieux après avoir reçu les soins nécessaires. Il s'agit des 32 blessés pris en charge à l'Hôpital de Beni Messous, des 24 blessés pris en charge à l'Hôpital de Ben Aknoun et des 14 blessés pris en charge à l'Hôpital de Bab El Oued, selon la même source, qui fait état de trois (3) morts dans l'accident.